EDIFY
Investment Partner

2021

Rapport Financier

Forte progression des performances par rapport à 2020 et 2019

Après un premier semestre 2020 fortement perturbé par la crise sanitaire, la dynamique économique positive constatée en fin d'année s'est confirmée et amplifiée tout au long de 2021. Pour profiter pleinement de cette bonne conjoncture, l'équipe Edify a été particulièrement active dans l'animation de ses participations.

Nous sommes heureux de vous présenter un bilan très positif de cet exercice : un chiffre d'affaires consolidé en hausse de 46,7 %, à 819 M€ et un Ebitda en progression de 70,6 % qui représente 12,6 % du CA. L'Actif Net Réévalué est lui aussi en forte progression, il atteint 625 M€.
Toutes les sociétés du portefeuille ont vu leur activité progresser fortement et ont dépassé leur chiffre d'affaires de 2020 et 2019. Elles ont toutes contribué à ces bons résultats malgré le renchérissement des matières premières et des transports.

PAUL GEORGES DESPATURE,
Président du Conseil d'Administration.

Parallèlement à cette intense activité, Edify a mené à bien plusieurs opérations de gestion dynamique de son portefeuille :

- La cession de notre participation de 6,5 % dans Lacroix Emballages, ETI familiale qui conçoit et fabrique des emballages en bois, carton et plastique pour de nombreux marchés alimentaires.
- Autre cession, celle de Sirem, société que nous avions acquise en 2008 et qui avait connu de nombreuses perturbations sur certains de ses marchés. Nous avons été particulièrement heureux d'aider Sirem et de l'accompagner avec patience et détermination. Après deux exercices brillants, une solution de reprise a été construite autour de son dirigeant, traduisant le souci d'Edify de trouver la bonne solution pour l'entreprise en garantissant sa pérennité à long terme.
- Nous avons concrétisé au premier trimestre 2021 l'acquisition de Ligier dont nous détenions 31,5 % depuis 2016. Cette belle ETI est idéalement positionnée dans le dynamique marché de la mobilité. Au-delà de ses quadricycles légers sans permis à destination des particuliers, Ligier structurera et développera son offre de scooters et véhicules électriques pour les tournées postales et les livraisons de proximité.
- Autour de De Buyer, nous constituons un pôle de sociétés spécialisées dans l'univers du bien cuisiner auquel le retour « à la maison » et l'engouement pour une alimentation de qualité a donné un vigoureux coup de fouet. Nous avons ainsi acquis la manufacture Rousselon Frères, entreprise du patrimoine vivant, spécialiste du couteau forgé, installée à Thiers depuis 1852. Ainsi que Scaritech, autre fabricant français, inventeur de la « grignette » qui permet de scarifier le pain en toute sécurité et nous ouvre les portes des professionnels de la boulangerie et de la pâtisserie.
- Enfin nous avons participé en fin d'année à l'augmentation du capital de Siparex-Associés, consolidant ainsi les liens anciens qui nous unissent à Siparex.

En matière financière, notre ligne de crédit existante a été portée de 120 à 180 M€. Notre capacité d'investissement s'en trouve significativement renforcée avec une trésorerie mobilisable portée à 230 M€ au 31 décembre 2021.

En ce début d'année 2022 des évènements dramatiques ont éclaté, la guerre est aux portes de l'Europe. Nous avons très peu d'activité en Russie et en Ukraine mais, comme toutes les entreprises, nous devrons faire face au renchérissement des coûts de l'énergie et des matières premières, voire à des difficultés d'approvisionnement.
La pandémie qui a débuté en mars 2020 nous a appris à réagir aux événements imprévisibles. Elle nous a poussés à l'agilité, qualité essentielle pour adapter les stratégies et conduire les entreprises en période incertaine.

Je remercie toute l'équipe Edify, nos chefs d'entreprises et leurs collaborateurs pour leur engagement et leur détermination qui nous ont permis de réussir cette année 2021 qui constitue une base solide pour asseoir nos développements futurs.

EDIFY
Société holding industrielle qui investit dans des ETI
pour les développer et les accompagner dans la durée.

Sommaire

04
RELATION ACTIONNAIRES

05
ORGANISATION

06
PANORAMA DES COMPTES

08
RAPPORT DE GESTION DES ADMINISTRATEURS À L'ASSEMBLÉE GÉNÉRALE DU 17 MAI 2022

09 – Faits marquants de l'exercice

10 – Actif Net Réévalué du portefeuille d'Edify

11 — Présentation des comptes

11 — Événements post-clôture

12 – Informations sur les activités en matière de recherche et de développement

12 – Informations sur les risques financiers

13 – Informations sur les acquisitions d'actions propres

13 – Existence de succursale

13 – Développement futur probable

13 – Affectation du résultat

14
DOCUMENTS FINANCIERS CONSOLIDÉS

15 – Compte de résultat consolidé

16 – Bilan consolidé actif

17 — Bilan consolidé passif

18 – Tableau des flux de trésorerie

19 — Général

19 — Faits marquants de l'exercice

19 — Événements post-clôture

20 – Annexes aux documents comptables consolidés

43
RAPPORT DU RÉVISEUR D'ENTREPRISES AGRÉÉ

44 — Rapport sur l'audit des états financiers consolidés

Relation actionnaires

CAPITAL

Le capital de la société Edify S.A. (ci-après « Edify ») au 31 décembre 2021 s'élève à 4 860 000 €, divisé en 4 860 000 actions de 1 € nominal, entièrement libérées et toutes de même catégorie.
Au 31 décembre 2021, la société a émis 510 525 parts bénéficiaires, représentant un total de 5 504 465,28 €.
La société n'a pas émis de valeurs mobilières donnant accès au capital.

COTATION

Les actions Edify étaient cotées et négociées sur le marché Euro MTF de la Bourse de Luxembourg depuis le 19 décembre 2014 et ce jusqu'au 27 novembre 2020, date du retrait de la cote.

CALENDRIER FINANCIER 2022

24 mars	Publication des résultats de l'année 2021
17 mai	Assemblée Générale
19 mai	Publication du chiffre d'affaires du 1er trimestre 2022
29 septembre	Publication des résultats du 1er semestre 2022
25 novembre	Publication du chiffre d'affaires du 3e trimestre 2022

Organisation

CONSEIL D'ADMINISTRATION

Président
PAUL GEORGES DESPATURE

Vice-Président
WILFRID LE NAOUR

Membres du Conseil d'Administration
JEAN GUILLAUME DESPATURE
VICTOR DESPATURE
AGNÈS LARUELLE
LUIS MARINI-PORTUGAL
PATRICK TANGUY

COMITÉ D'AUDIT

Président
VICTOR DESPATURE

Membre
AGNÈS LARUELLE

COMITÉ DES RÉMUNÉRATIONS

Président
PAUL GEORGES DESPATURE

Membres
WILFRID LE NAOUR
LUIS MARINI-PORTUGAL

COMITÉ D'INVESTISSEMENT

Président
WILFRID LE NAOUR

Membres
JEAN GUILLAUME DESPATURE
ANTHONY STAHL

RÉVISEUR D'ENTREPRISES AGRÉÉ

ERNST & YOUNG S.A.

De gauche à droite :

WILFRID LE NAOUR,
Vice-Président du Conseil d'Administration d'Edify et précédemment Directeur Général de Somfy.

AGNÈS LARUELLE,
Ancien membre du Comité Exécutif de MDO Management Company S.A. et ancien dirigeant agréé de MDO Services S.A.

PAUL GEORGES DESPATURE,
Président du Conseil d'Administration d'Edify. Précédemment Président du Directoire de Somfy et Président du Conseil de Surveillance de Damartex.

VICTOR DESPATURE,
Président du Conseil de Surveillance du Groupe MCSA et précédemment membre du Conseil de Surveillance de Somfy.

LUIS MARINI-PORTUGAL,
Ancien Membre du Directoire d'Eurazeo.

PATRICK TANGUY,
Ancien Directeur Associé de Wendel.

JEAN GUILLAUME DESPATURE,
Président du Conseil d'Administration de Somfy et Président du Conseil de Surveillance de Damartex.

CONTACTS

Edify
VALÉRIE MARQUES
Directeur Financier
Téléphone : +41 22 710 05 01
E-mail : vmarques@edify-investmentpartner.com

Edify
INGRID MOTCH
Secrétaire Général
Téléphone : +352 24 83 16 20
E-mail : imotch@edify-investmentpartner.com

Panorama des comptes

Panorama des comptes

Données en millions d'euros	Exercice 2021	Exercice 2020
Actif Net Réévalué au 31 décembre	625,0	444,5
Chiffre d'affaires consolidé	819,3	558,4
EBITDA consolidé	103,4	60,6
Résultat Opérationnel Courant consolidé	74,0	35,0
Résultat opérationnel consolidé*	72,9	23,5
Résultat net consolidé*	59,9	9,6
Capacité d'autofinancement consolidée	77,5	46,4
Endettement Financier Net consolidé au 31 décembre**	119,5	79,6
Endettement Financier Net Edify S.A. au 31 décembre	11,8	29,2
Trésorerie mobilisable Edify S.A. au 31 décembre	230,0	162,0

* Intégrant une dotation aux amortissements des écarts d'acquisition de 13 M€ en 2021 (8,4 M€ en 2020).
** Endettement Financier Net incluant les compléments de prix et différés de paiement.

Rapport de gestion des administrateurs

09
FAITS MARQUANTS DE L'EXERCICE

10
ACTIF NET RÉÉVALUÉ DU PORTEFEUILLE D'EDIFY
Méthodologie
Valorisation du portefeuille d'Edify

11
PRÉSENTATION DES COMPTES
Période comptable
Données sociales
Données consolidées

11
ÉVÉNEMENTS POST-CLÔTURE

12
INFORMATIONS SUR LES ACTIVITÉS EN MATIÈRE DE RECHERCHE ET DE DÉVELOPPEMENT

12
INFORMATIONS SUR LES RISQUES FINANCIERS

13
INFORMATIONS SUR LES ACQUISITIONS D'ACTIONS PROPRES

13
EXISTENCE DE SUCCURSALE

13
DÉVELOPPEMENT FUTUR PROBABLE

13
AFFECTATION DU RÉSULTAT

Rapport de gestion des administrateurs

À L'ASSEMBLÉE GÉNÉRALE DU 17 MAI 2022

Mesdames, Messieurs,

Conformément aux dispositions légales et réglementaires, le Conseil d'Administration vous a réunis afin de vous rendre compte de la gestion de votre société et des sociétés de son portefeuille et soumettre à votre approbation les comptes arrêtés au 31 décembre 2021.

Edify est une société holding industrielle qui investit dans des ETI pour les développer et les accompagner dans la durée. Au 31 décembre 2021, son portefeuille est constitué de participations majoritaires et minoritaires dans des ETI et PME industrielles, françaises, espagnole et suisse, à savoir **Pellenc** (matériels et outils électroportatifs pour la viticulture, l'oléiculture et les espaces verts), **Zurflüh-Feller** (accessoires et systèmes pour les volets roulants et les fermetures industrielles), **les Usines Métallurgiques de Vallorbe** (limes et outils de précision pour les industries bijoutière, horlogère, forestière, automobile et aéronautique), **De Buyer** (ustensiles de cuisine et de boulangerie-pâtisserie), **Thermo-Technologies** (revêtement des surfaces de métaux précieux par procédé chimique ou electrolytique et fils de haute technicité), **Ligier Group** (quadricycles légers pour les conducteurs sans permis) et **Gaviota** (composants et moteurs pour les stores et les volets roulants).

Faits marquants de l'exercice

PRISE DE CONTRÔLE MAJORITAIRE DE LIGIER

Depuis 2016, Edify détenait 31,5 % du groupe Ligier (spécialiste de la mobilité sans permis et de la livraison de proximité). Au 17 février 2021, Edify a procédé à l'acquisition d'actions supplémentaires portant ainsi sa participation à 89,4 %, pour un montant net de 32 M€.

ACQUISITION DE ROUSSELON FRÈRES ET SCARITECH

Financière Développement, holding de la société De Buyer, a acquis en juillet 2021 la société Rousselon Frères (spécialiste des articles de coutellerie) pour 12,3 M€, dont 0,8 M€ d'earn-out et la société Scaritech (spécialiste des matériels de boulangerie et pâtisserie) pour 9 M€, permettant ainsi la constitution d'un pôle d'ustensiles des métiers de bouche autour de la maison De Buyer.

CESSION DE SIREM

Edify a cédé, le 8 septembre 2021, l'intégralité de sa participation dans Sirem pour 15 M€ à un groupe d'investisseurs associé au management de l'entreprise. Edify a réalisé une plus-value nette consolidée d'environ 11,4 M€.

CESSION DE LACROIX EMBALLAGES

Le 10 septembre 2021, Edify a profité d'une réorganisation au sein des fonds Siparex (co-actionnaire) pour céder ses titres Lacroix Emballages (6,53 % du capital – détention depuis 2014). Edify a réalisé une plus-value nette consolidée de 10,7 M€.

CONVENTION DE CRÉDIT

Afin de financer sa stratégie d'acquisitions, Edify s'est dotée de moyens financiers supplémentaires en portant sa principale ligne de crédit disponible de 120 M€ à 180 M€. L'opération a été arrangée par la Banque Européenne du Crédit Mutuel en qualité d'Arrangeur Mandaté Bookrunner, d'Agent et d'Agent de la Documentation, Crédit Lyonnais en qualité d'Arrangeur, d'Agent RSE et de coordinateur RSE et Banque Populaire Auvergne-Rhône-Alpes, BNP Paribas, Crédit Agricole des Savoie et Société Générale en qualité d'Arrangeurs.

ÉMISSION DE PARTS BÉNÉFICIAIRES

Sur l'année 2021, Edify a émis 12 442 parts bénéficiaires au prix de 20,16 € chacune, représentant un total de 0,2 M€.

SIPAREX ASSOCIÉS

Edify s'est engagée à investir environ 28 M€ au sein de Siparex Associés pour détenir à terme entre 9 et 10 % de son capital. Cette montée en capital s'étalera sur 4/5 ans.

Actif Net Réévalué du portefeuille d'Edify

MÉTHODOLOGIE

L'Actif Net Réévalué d'Edify est la somme :

- des disponibilités de la holding Edify desquelles viennent se soustraire ses engagements financiers,
- des actifs financiers détenus par Edify réévalués à leur juste valeur suivant les méthodes définies ci-dessous :

1. CRÉANCES OBLIGATAIRES

Les actifs financiers, définis comme des créances obligataires, sont évalués pour leur valeur nominale à laquelle s'ajoutent les intérêts capitalisés.

2. TITRES DE PARTICIPATION NON CONSOLIDÉS

Concernant les sociétés non consolidées, la valeur comptable est retenue sauf si une valorisation fiable et récente est disponible.

3. TITRES DE PARTICIPATION CONSOLIDÉS

Concernant les titres de participation consolidés par intégration globale, intégration proportionnelle ou par mise en équivalence, les méthodes d'évaluation choisies sont les suivantes :

Titres de sociétés non cotées

Pour chaque participation, la valeur d'entreprise est évaluée par les méthodes habituelles, à savoir :

- **La méthode des multiples de comparables boursiers**
  Un échantillon de sociétés comparables, composé de sociétés cotées du même secteur d'activité que les sociétés à évaluer et pour lesquelles les analystes publient régulièrement leurs recherches et leurs estimations, est déterminé pour chaque société à valoriser. Il est stable dans le temps et n'est ajusté que dans le cas où un comparable n'est plus pertinent. Les multiples des sociétés de l'échantillon sont calculés à partir (i) de la Capitalisation boursière moyenne sur les 20 dernières séances précédant l'évaluation, (ii) de la dette nette issue des derniers états financiers publiés et (iii) des estimations d'EBITDA et d'EBITA (Résultat Opérationnel Courant hors dotations aux amortissements des actifs incorporels alloués lors des acquisitions) estimées à la date d'évaluation par les analystes, pour l'année en cours et les deux années suivantes. Une décote peut être appliquée sur certains multiples pour tenir compte de la taille plus réduite de la société évaluée par rapport aux sociétés de l'échantillon. La moyenne des multiples d'EBITDA et d'EBITA des sociétés de l'échantillon présentant des perspectives de croissance similaires à celles de la société à évaluer est appliquée à l'EBITDA et à l'EBITA récurrents de la société évaluée pour l'année en cours et les deux années suivantes. La valeur d'entreprise retenue est calculée en faisant la moyenne des valorisations obtenues par application de ces multiples aux agrégats des participations.

- **La méthode de l'actualisation des flux de trésorerie (DCF)**
  Cette méthode consiste à déterminer la valeur actuelle des flux de trésorerie qu'une société dégagera dans le futur. Les projections de flux de trésorerie, établies en relation avec le management de l'entreprise concernée, intègrent une analyse critique du plan d'affaires de ces sociétés. Le taux d'actualisation utilisé correspond au coût moyen pondéré du capital et représente le niveau de rémunération attendue des capitaux engagés (fonds propres et dettes nécessaires au financement de l'activité) compte tenu des comparables (secteur, taille, exposition pays). L'échantillon des comparables est similaire à l'échantillon retenu pour les multiples. Ce taux peut être ajusté en fonction des risques opérationnels et financiers de la société lorsque les sociétés comparables sont considérées comme insuffisamment représentatives du niveau de risque de la société valorisée. Les projections de flux de trésorerie correspondent par ailleurs à celles qui sont utilisées pour les tests de dépréciation.

- **La méthode des multiples de transactions**
  Les multiples de transactions peuvent être utilisés lorsqu'une transaction concerne une société dont le profil et l'activité sont similaires à ceux de la participation valorisée.

Choix de la méthode

Lorsque la société évaluée est mature sur son marché, la valeur d'entreprise est calculée en faisant la moyenne de la valeur obtenue par la méthode des comparables boursiers et de celle obtenue par la méthode de l'actualisation des flux de trésorerie, en s'assurant de la cohérence des valeurs obtenues par les deux méthodes.

La valeur d'entreprise est calculée uniquement à partir de la méthode DCF pour les participations dont l'activité est centrée sur des activités de niche spécifique ne permettant pas d'établir une liste pertinente de sociétés comparables cotées ou lorsque les participations se trouvent en retournement.
Cette analyse multicritère permet de tenir compte de la connaissance intrinsèque, par Edify, de ses participations et de l'approche d'investissement à moyen/long terme d'Edify.

La valeur d'entreprise ainsi calculée est minorée ou majorée :
– des actifs et passifs hors exploitation, évalués à leur valeur nette comptable ou à leur valeur de marché si celle-ci peut être déterminée de manière fiable, et
– de l'endettement financier net dont les dettes financières sont évaluées à leur valeur nominale majorée des intérêts courus.

La valorisation ainsi obtenue est proratisée en appliquant le pourcentage de détention directe et indirecte d'Edify à la date de l'évaluation. Une décote de minorité peut être appli-

quée dans le cas de certaines participations ne donnant pas le contrôle et/ou dans le cas de contrôle réduit.
Lorsqu'une cession est envisagée, le choix de la méthode de valorisation par les multiples de transactions peut être retenu lorsqu'une information de qualité avec un détail suffisant sur la transaction est disponible. Le cas échéant, la valeur de l'entreprise est déterminée en retenant une moyenne de la valeur de transaction, de la valeur calculée à partir du multiple issu des comparables boursiers et des DCF.

Titres de sociétés cotées
Ils sont valorisés en retenant la moyenne des cours de clôture des 20 dernières séances boursières précédant l'évaluation.

Les nouveaux investissements
Les nouveaux investissements, filiales et participations cotées ou non cotées, sont valorisés à leur prix de revient pendant les 12 premiers mois qui suivent leur acquisition, sauf si les conditions de marché, ou tout autre évènement intrinsèque à la société évaluée, sont de nature à modifier significativement sa valeur à la date de la première évaluation.
La méthodologie présentée ci-dessus est conforme aux « International Private Equity and Venture Capital Valuation guidelines » (« IPEV ») approuvés par les principales associations professionnelles de capital investissement du monde.

VALORISATION DU PORTEFEUILLE D'EDIFY

L'Actif Net Réévalué[1] (« ANR ») d'Edify s'est élevé à **625 M€** à fin décembre 2021 (128,60 € par action), soit une progression de 40,6 % par rapport à 2020. Cette performance témoigne de la qualité des résultats et de la robustesse des fondamentaux de l'ensemble des sociétés composant le portefeuille.

Présentation des comptes

PÉRIODE COMPTABLE

L'exercice social est de 12 mois calendaires.

DONNÉES SOCIALES

Au 31 décembre 2021, le bénéfice net d'Edify S.A. est de 63,9 M€. La perte d'exploitation s'élève à 7,8 M€, correspondant essentiellement aux frais de fonctionnement. Le résultat financier d'Edify S.A. atteint 71,8 M€ et est principalement composé des dividendes reçus, des produits de cession de participations détenues, de reprises de provisions pour dépréciation de titres et des charges (intérêts et commissions) sur les emprunts.

1. L'Actif Net Réévalué communiqué ne tient pas compte de la décote de holding.

DONNÉES CONSOLIDÉES

CHIFFRE D'AFFAIRES
Le chiffre d'affaires consolidé d'Edify est ressorti à 819,3 M€ sur l'exercice 2021, en hausse de 18,4 % à données comparables, (c'est-à-dire hormis le groupe Ligier nouvellement consolidé par intégration globale), et de 46,7 % en termes réels, par rapport à l'exercice 2020. Toutes les sociétés du portefeuille ont vu leur activité progresser fortement et ont dépassé significativement leur chiffre d'affaires de 2020 et 2019.

RÉSULTAT
L'excédent brut d'exploitation (EBITDA) consolidé est ressorti à 103,4 M€ sur l'exercice 2021, en hausse de 35,6 % à données comparables et de 70,6 % en termes réels du fait de l'apport du groupe Ligier. Il a représenté 12,6 % du chiffre d'affaires et gagné ainsi 1,7 point de marge par rapport à l'exercice 2020.
Toutes les sociétés ont contribué à cette performance malgré le renchérissement des matières premières et des transports.
Le résultat net de l'ensemble consolidé s'est établi, pour sa part, à 59,9 M€, en progression de 50,3 M€ en termes réels. Il a bénéficié de plus-values provenant de la cession des participations dans Lacroix Emballages et Sirem.

SITUATION FINANCIÈRE
L'endettement financier net consolidé est passé de 79,6 à 119,5 M€ sur l'exercice 2021. Son augmentation résulte du poids des investissements, notamment des prises de participation dans le groupe Ligier, Rousselon Frères et Scaritech. Retraité de ces opérations, le désendettement du portefeuille a été significatif, en dépit de l'alourdissement des besoins en fonds de roulement lié à l'accroissement des volumes et de la nécessité de sécurisation des stocks de matières premières.
Par ailleurs, la ligne de crédit existante a été portée de 120 à 180 M€. La capacité d'investissement d'Edify se trouve ainsi significativement renforcée avec une trésorerie mobilisable portée à 230 M€ au 31 décembre 2021.

Événements post-clôture

PRISE DE PARTICIPATION MINORITAIRE DANS K-RYOLE
Une participation minoritaire de 6,12 % a été prise, au début de l'exercice 2022, dans la start-up K-Ryole, spécialiste des remorques électriques intelligentes conçues pour la logistique urbaine et le marché du bâtiment travaux publics (BTP).

ENGAGEMENT DANS LE FONDS MID-MARKET VIII D'ARGOS
Edify s'est engagée à souscrire sur une période de cinq années un montant maximal de 20 M€ dans le fonds Mid-Market VIII d'Argos Wityu. Cette souscription se fera en plusieurs années (entre 2022 et 2025). Argos Wityu a une stratégie

d'investissement ciblée sur la recherche et l'accompagnement de sociétés, dans des situations complexes, pour les aider à croître et à générer de la valeur.

PRISE D'UNE PARTICIPATION DANS AGROMILLORA

Le 21 avril 2022, Edify a acquis, dans Agromillora, une participation minoritaire (42,9 %) au côté des actionnaires fondateurs. Agromillora est un fournisseur de solutions de pointe spécialisé dans la multiplication des plants pour l'agriculture (notamment les oliviers, vignes, arbres fruitiers à noyau, amandiers, noyers, arbres à baies et agrumes).

EXPOSITION DIRECTE ET INDIRECTE AUX INCERTITUDES ACTUELLES

Le début d'année 2022 est marqué par le déclenchement du conflit russo-ukrainien. Si l'exposition économique directe d'Edify et de ses participations est très limitée et n'affecte pas la continuité d'exploitation du groupe (le chiffre d'affaires réalisé dans les deux pays en 2021 étant inférieur à 2 M€), les risques indirects liés à la hausse du coût des matières premières, du transport et de l'énergie, incitent à la prudence. Dans ce contexte, le pilotage des activités des participations, sur un plan financier et opérationnel, est renforcé.
Par ailleurs, une attention particulière est portée à l'évolution de l'épidémie de Covid, notamment en Chine, qui pourrait accroître, entre autres, le risque de sourcing.

Informations sur les activités en matière de recherche et de développement

La « Recherche et Développement » est un élément majeur de la croissance et du développement par l'innovation. Les sociétés du portefeuille d'Edify ont, pour la plupart, une politique d'innovation active.

Informations sur les risques financiers

Edify a procédé à une revue des risques financiers qui pourraient avoir un effet défavorable significatif sur son activité, sa situation financière ou ses résultats (ou sa capacité à réaliser ses objectifs). Une synthèse des risques les plus significatifs est présentée ci-dessous :

• Le risque lié à la valorisation des actifs :

Les actifs d'Edify sont principalement des participations non cotées dans lesquelles Edify détient le contrôle ou dispose d'une influence notable. L'évaluation annuelle des sociétés en portefeuille permet de déterminer la valeur de l'actif net réévalué par action (ANR). La valeur du portefeuille (ANR) dépend notamment :

– de la pertinence des investissements en sélectionnant des sociétés capables de se développer sur leur secteur : ces projets d'investissement s'appuient sur l'expertise de l'équipe d'investissement d'Edify et sur des cabinets indépendants (due diligences notamment stratégiques, financières, juridiques, fiscales ou environnementales…). Edify s'attache également à limiter, dans leur montant et leur durée, les clauses de compléments de prix et de garanties de passif. Le Comité d'Investissement et le Conseil d'Administration challengent l'équipe d'investissement sur le bien-fondé des opérations et sur la détermination des prix d'acquisition ;
– de la qualité des sociétés en portefeuille (performance financière et extra-financière, perspectives de croissance et de rentabilité, capacités à appréhender les risques inhérents à leur activité) : les performances opérationnelles et financières, la réalisation du plan stratégique de chaque société, ainsi que les risques auxquels celle-ci est soumise, sont suivis et analysés avec l'équipe de direction de la société lors de réunions tenues régulièrement, soit dans le cadre de réunions de reporting, soit dans le cadre des organes de gouvernance de ces sociétés ;
– des évolutions des marchés actions (la valorisation des actifs non cotés reposant sur des paramètres de marché) : la diversification sectorielle est un critère d'investissement, pour limiter l'influence d'une volatilité des marchés. Ainsi, les participations d'Edify sont positionnées sur des marchés très différents tels que la viticulture, le bâtiment (résidentiel et commercial), les industries automobile, aéronautique ou forestière ;
– de la capacité à correctement évaluer les sociétés en portefeuille : les données financières prévisionnelles sont travaillées conjointement entre les sociétés, l'équipe d'investissement et la direction financière d'Edify. Annuellement, l'ANR est revu par le Comité d'Audit et arrêté par le Conseil d'Administration. Les auditeurs, quant à eux, vérifient la conformité de la méthodologie du calcul de l'ANR selon les normes IPEV.

Ces processus n'excluent pas des prix de cession différents des évaluations réalisées dans le cadre de l'ANR. Toutefois, Edify, ayant vocation à investir sur du long terme, n'est pas contrainte de désinvestir dans un laps de temps déterminé pour un prix qu'elle pourrait juger inférieur à ses attentes. Néanmoins, il existe un risque que les réalisations économiques des participations ne soient pas en ligne avec les attentes d'Edify, risque ayant pour conséquence une baisse de la valorisation du portefeuille.

• Le risque de liquidité :

Les besoins de trésorerie d'Edify sont liés aux investissements, au service de la dette et à ses frais de fonctionnement. Ces besoins sont couverts par :

– de la trésorerie et des placements financiers à court terme,
– la rotation des actifs (les participations non cotées sont par nature moins liquides que les actifs cotés),
– des financements bancaires et obligataires : les contrats comportent des clauses de covenants détaillées dans l'annexe financière,
– des dividendes reçus des participations.

Edify finance partiellement certaines de ses opérations d'acquisition par de la dette (i. e. effet de levier). Dans le cadre de ce type d'opération, Edify acquiert généralement la participation cible par l'intermédiaire d'une société holding dédiée, partiellement financée par de la dette, le plus souvent bancaire. La disponibilité et le coût des financements bancaires ou assimilés sont variables dans le temps. L'indisponibilité ou le coût trop élevé de ces financements peuvent rendre temporairement impossibles ou peu attractives les opérations à effet de levier.
Les sources de financement d'Edify et de ses participations peuvent contenir des clauses de covenants. Au 31 décembre 2021, Edify et l'ensemble des participations respectent leurs covenants.
Le niveau d'endettement et de trésorerie des sociétés fait l'objet d'un reporting régulier à Edify, ainsi que les prévisions de covenants bancaires.

• Le risque de taux :
L'Euro PP émis par Edify de 50 M€ est au taux fixe de 3,75 %. La majorité des autres emprunts du Groupe est à taux variable, dont une partie est couverte par des Swap. En cas de remontée durable des taux, la valorisation de certains actifs d'Edify pourrait être défavorablement affectée.

• Le risque de crédit :
Les participations ont chacune une politique de suivi de leur risque de crédit client. Les créances pour lesquelles il existe un risque d'irrécouvrabilité font l'objet d'une dépréciation.
À la clôture, le risque de crédit sur les créances clients n'est pas significatif, compte tenu de la localisation des clients (principalement France et Europe) et de la diversification sectorielle du Groupe.

• Le risque de change :
Les participations d'Edify exercent une partie de leur activité à l'étranger et en conséquence réalisent une partie de leur résultat dans des monnaies autres que l'euro. Pour leurs filiales étrangères, les revenus et les coûts sont exprimés en devise locale. La devise de présentation des états financiers étant l'euro, Edify doit convertir en euro les produits et charges libellés dans d'autres monnaies que l'euro. Cette conversion est réalisée au taux moyen de la période. En conséquence, les variations de cours de change de l'euro par rapport aux autres devises affectent le montant des postes concernés dans les états financiers consolidés.

Ce risque de change se limite à 15 % du chiffre d'affaires d'Edify, résultant de la consolidation des états financiers d'entités avec une devise fonctionnelle autre que l'euro :
– 5 % du chiffre d'affaires provient d'entités dont la devise fonctionnelle est le dollar américain ;
– 5 % du chiffre d'affaires provient d'entités dont la devise fonctionnelle est le franc suisse.

• Les risques sur matières premières et prix :
Au-delà des tensions sur les approvisionnements en matières premières et en composants (électroniques ou autres) liées à la situation actuelle, certaines participations utilisent dans leur processus de fabrication, des matières soumises à des fluctuations de cours (principalement l'or, l'argent, le cuivre et l'acier) qui peuvent être importantes.
Au vu de ces différents facteurs inflationnistes, le risque pour les sociétés réside en leur capacité de répercuter les variations dans les prix de vente. Par ailleurs, les difficultés d'approvisionnement peuvent, en cascade, impacter les délais de livraison clients, voire créer des ruptures et rendre la réalisation du chiffre d'affaires incertaine.

Informations sur les acquisitions d'actions propres

Suite à l'offre publique de rachat de ses actions réalisée en 2020 et au mécanisme de liquidité mis en place depuis le retrait de la cote, Edify a acquis 140 632 actions, dont 6 921 actions en 2021. À la clôture de l'exercice, Edify détient 140 632 actions propres, représentant 2,91 % du capital social, pour un montant de 9,8 M€.

Existence de succursale

Edify a une succursale suisse à Genève dénommée Edify S.A. Luxembourg, succursale du Grand-Saconnex.

Développement futur probable

Edify a pour priorités, à la fois l'accompagnement des sociétés existantes dans leur transformation et leur développement, et l'enrichissement de son portefeuille à travers la recherche d'opportunités d'investissements.

Affectation du résultat

Le Conseil d'Administration propose de reporter le bénéfice net de l'exercice clos le 31 décembre 2021 s'élevant à 63 860 178,40 € en tant que résultats reportés.

Documents financiers consolidés

15
COMPTE DE RÉSULTAT CONSOLIDÉ

16
BILAN CONSOLIDÉ ACTIF

17
BILAN CONSOLIDÉ PASSIF

18
TABLEAU DES FLUX DE TRÉSORERIE

19
GÉNÉRAL

19
FAITS MARQUANTS DE L'EXERCICE

19
ÉVÉNEMENTS POST-CLÔTURE

20
ANNEXES AUX DOCUMENTS COMPTABLES CONSOLIDÉS
Note 1 – Principes comptables
Note 2 – Périmètre
Note 3 – Données liées à l'activité
Note 4 – Immobilisations corporelles et incorporelles
Note 5 – Capitaux propres
Note 6 – Éléments financiers
Note 7 – Détails du tableau de flux de trésorerie
Note 8 – Provisions
Note 9 – Éléments liés au personnel
Note 10 – Impôts courants et différés
Note 11 – Engagements hors bilan
Note 12 – Participations dans les entreprises associées et informations relatives aux parties liées
Note 13 – Honoraires
Note 14 – États financiers au format de la loi luxembourgeoise

Documents financiers consolidés

Compte de résultat consolidé au 31 décembre 2021

En milliers d'euros	Notes	31/12/21	31/12/20
Chiffre d'affaires	NOTE 3	819 301	558 436
Autres produits de l'activité	NOTE 3	12 676	13 648
Achats consommés		-430 649	-269 759
Charges de personnel		-206 568	-169 113
Charges externes		-91 400	-72 608
EBITDA		**103 360**	**60 604**
Dotations aux amortissements	NOTE 4	-26 274	-22 651
Dotations aux provisions courantes		49	62
EBITA		**77 136**	**38 015**
Dotations aux amortissements des actifs incorporels alloués	NOTE 4	-3 162	-2 986
RÉSULTAT OPÉRATIONNEL COURANT		**73 974**	**35 029**
Autres produits et charges opérationnels non courants	NOTE 3	11 868	-3 149
Dotations aux amortissement des écarts d'acquisition	NOTE 4	-12 989	-8 353
RÉSULTAT OPÉRATIONNEL		**72 853**	**23 527**
Produits financiers liés aux placements		*76*	*945*
Charges financières liées à l'endettement		*-8 819*	*-5 536*
Coût de l'endettement net		-8 743	-4 591
Gain/perte sur cession d'actifs financiers		12 419	252
Autres produits et charges financiers		1 480	-2 229
RÉSULTAT FINANCIER	**NOTE 6**	**5 156**	**-6 568**
RÉSULTAT AVANT IMPÔT		**78 009**	**16 959**
Impôts sur les bénéfices	NOTE 10	-18 814	-9 371
Quote-part de résultat des entreprises associées	NOTE 12	704	2 042
RÉSULTAT NET DE L'ENSEMBLE CONSOLIDÉ		**59 899**	**9 630**
Résultat attribuable au Groupe		57 031	8 974
Résultat attribuable aux participations ne donnant pas le contrôle		2 868	657

Bilan consolidé actif au 31 décembre 2021

En milliers d'euros	Notes	31/12/21	31/12/20
Actifs non courants			
Écarts d'acquisition	NOTE 4	45 231	11 634
Immobilisations incorporelles nettes	NOTE 4	81 241	42 107
Immobilisations corporelles nettes	NOTE 4	167 377	142 343
Participations dans les entreprises associées	NOTE 12	8 052	16 307
Actifs financiers	NOTE 6	16 122	22 659
Autres créances		1 117	738
Impôts différés actifs	NOTE 10	9 703	9 458
TOTAL ACTIFS NON COURANTS		**328 843**	**245 245**
Actifs courants			
Stocks	NOTE 3	226 168	160 359
Clients	NOTE 3	123 827	88 600
Autres créances	NOTE 3	27 649	12 159
Actifs d'impôts exigibles		8 908	10 622
Actifs financiers	NOTE 6	1 254	8 736
Trésorerie et équivalents de trésorerie	NOTE 6	176 665	253 479
TOTAL ACTIFS COURANTS		**564 471**	**533 955**
TOTAL ACTIF		**893 314**	**779 200**

Bilan consolidé passif au 31 décembre 2021

En milliers d'euros	Notes	31/12/21	31/12/20
Capitaux propres			
Capital		4 860	4 860
Prime		243 053	242 803
Autres réserves		60 050	48 101
Résultat de la période		57 031	9 032
PART GROUPE		**364 994**	**304 796**
Participations ne donnant pas le contrôle		30 410	22 051
TOTAL CAPITAUX PROPRES	**NOTE 5**	**395 405**	**326 847**
Passifs non courants			
Provisions non courantes	NOTE 8	6 486	3 293
Autres passifs financiers	NOTE 6	229 448	148 180
Autres dettes		9 544	56
Engagements envers le personnel	NOTE 9	12 383	10 906
Impôts différés passifs	NOTE 10	21 242	11 279
TOTAL PASSIFS NON COURANTS		**279 104**	**173 713**
Passifs courants			
Provisions courantes	NOTE 8	1 532	2 598
Autres passifs financiers	NOTE 6	67 262	185 977
Fournisseurs	NOTE 3	91 002	48 513
Autres dettes	NOTE 3	52 541	39 141
Dettes d'impôt		6 470	2 411
TOTAL PASSIFS COURANTS		**218 806**	**278 640**
TOTAL PASSIF		**893 314**	**779 200**

Tableau des flux de trésorerie

En milliers d'euros	Notes	31/12/21	31/12/20
Résultat net de l'ensemble consolidé		**59 899**	**9 630**
Dotations aux amortissements/actif (sauf actif courant)		41 193	32 450
Dotation/reprise de provisions/passif		-471	-246
Gains et pertes latents liés aux variations de justes valeurs		-	-44
Gains et pertes de change latents		-179	1 256
Charges calculées liées aux engagements de retraite envers le personnel		1 407	544
Amortissements, provisions et autres éléments non décaissables		**41 951**	**33 960**
Résultat sur cession d'actifs et autres		-22 667	4 812
Quote-part de résultat des entreprises associées		-943	-2 042
Charge d'impôt différé		-694	77
Capacité d'autofinancement		**77 546**	**46 437**
Coût de l'endettement financier net (hors éléments non décaissables)		8 743	4 611
Dividendes des sociétés non consolidées		-48	-43
Charges d'impôt (hors impôts différés)		19 985	9 502
Variation du besoin en fonds de roulement	NOTE 7	-43 972	5 652
Impôts versés		-13 836	-13 802
FLUX NET DE TRÉSORERIE GÉNÉRÉ PAR L'ACTIVITÉ (A)		**48 418**	**52 357**
Décaissements liés aux acquisitions :			
- d'immobilisations incorporelles et corporelles		-34 863	-20 676
- d'actifs financiers non courants		-10 079	-13 467
Encaissements liés aux cessions :			
- d'immobilisations incorporelles et corporelles		1 764	699
- d'actifs financiers non courants		38 962	805
Variation des actifs financiers courants		7 765	-783
Acquisitions de sociétés, nettes de la trésorerie acquise	NOTE 7	-43 129	-2 499
Cessions de sociétés, nettes de la trésorerie cédée		6 769	233
Dividendes versés par les entreprises associées		25	50
Dividendes versés par les sociétés non consolidées		695	1 039
Intérêts reçus		81	396
FLUX NET DE TRÉSORERIE LIÉ AUX OPÉRATIONS D'INVESTISSEMENTS (B)		**-32 011**	**-34 203**
Augmentation des emprunts	NOTE 6	74 171	141 605
Remboursement des emprunts	NOTE 6	-156 981	-21 510
Augmentation nette des capitaux propres des filiales		736	-140
Dividendes versés et acomptes		-922	-768
Intérêts payés		-8 887	-5 479
FLUX NET DE TRÉSORERIE LIÉ AUX OPÉRATIONS DE FINANCEMENT ET DE CAPITAL (C)		**-91 883**	**113 708**
Incidence des variations des écarts de conversion sur la trésorerie (D)		1 230	-818
VARIATION DE LA TRÉSORERIE (A+B+C+D)		**-74 246**	**131 044**
Trésorerie à l'ouverture	NOTE 7	**231 633**	**100 589**
Trésorerie à la clôture	NOTE 7	**157 387**	**231 633**

Général

Edify S.A. (ci-après Edify) est une holding industrielle constituée à Luxembourg le 16 septembre 2014 en vertu de la loi du Grand-Duché de Luxembourg sous la forme d'une société anonyme pour une durée illimitée. Le siège social de la société est situé au 22, rue de l'Industrie, L-8399 Windhof, Luxembourg. Le numéro d'inscription de la société au Registre de Commerce et des Sociétés est le B190500.

Son portefeuille est constitué de participations majoritaires et minoritaires dans des ETI et PME industrielles, françaises, espagnole et suisse. Le périmètre est présenté en Note 2.

Faits marquants de l'exercice

PRISE DE CONTRÔLE MAJORITAIRE DE LIGIER
Depuis 2016, Edify détenait 31,5 % du groupe Ligier (spécialiste de la mobilité sans permis et de la livraison de proximité). Au 17 février 2021, Edify a procédé à l'acquisition d'actions supplémentaires portant ainsi sa participation à 89,4 %, pour un montant net de 32 M€.

ACQUISITION DE ROUSSELON FRÈRES ET SCARITECH
Financière Développement, holding de la société De Buyer, a acquis en juillet 2021 la société Rousselon Frères (spécialiste des articles de coutellerie) pour 12,3 M€, dont 0,8 M€ d'earn-out et la société Scaritech (spécialiste des matériels de boulangerie et pâtisserie) pour 9 M€, permettant ainsi la constitution d'un pôle d'ustensiles des métiers de bouche autour de la maison De Buyer.

CESSION DE SIREM
Edify a cédé, le 8 septembre 2021, l'intégralité de sa participation dans Sirem pour 15 M€ à un groupe d'investisseurs associé au management de l'entreprise. Edify a réalisé une plus-value nette consolidée d'environ 11,4 M€.

CESSION DE LACROIX EMBALLAGES
Le 10 septembre 2021, Edify a profité d'une réorganisation au sein des fonds Siparex (co-actionnaire) pour céder ses titres Lacroix Emballages (6,53 % du capital – détention depuis 2014). Edify a réalisé une plus-value nette consolidée de 10,7 M€.

CONVENTION DE CRÉDIT
Afin de financer sa stratégie d'acquisitions, Edify s'est dotée de moyens financiers supplémentaires en portant sa ligne de crédit disponible de 120 M€ à 180 M€.

ÉMISSION DE PARTS BÉNÉFICIAIRES
Sur l'année 2021, Edify a émis 12 442 parts bénéficiaires au prix de 20,16 € chacune, représentant un total de 0,2 M€.

SIPAREX ASSOCIÉS
Edify s'est engagée à investir environ 28 M€ au sein de Siparex Associés pour détenir, à terme, entre 9 et 10 % de son capital. Cette montée en capital s'étalera sur 4/5 ans.

Événements post-clôture

PRISE DE PARTICIPATION MINORITAIRE DANS K-RYOLE
Une participation minoritaire de 6,12 % a été prise, au début de l'exercice 2022, dans la start-up K-Ryole, spécialiste des remorques électriques intelligentes conçues pour la logistique urbaine et le marché du bâtiment travaux publics (BTP).

ENGAGEMENT DANS LE FONDS MID-MARKET VIII D'ARGOS
Edify s'est engagée à souscrire sur une période de cinq années un montant maximal de 20 M€ dans le fonds Mid-Market VIII d'Argos Wityu. Cette souscription se fera en plusieurs années (entre 2021 et 2025). Argos Wityu a une stratégie d'investissement ciblée sur la recherche et l'accompagnement de sociétés, dans des situations complexes, pour les aider à croître et à générer de la valeur.

PRISE D'UNE PARTICIPATION DANS AGROMILLORA
Le 21 avril 2022, Edify a acquis, dans Agromillora, une participation minoritaire (42,9 %) au côté des actionnaires fondateurs. Agromillora est un fournisseur de solutions de pointe spécialisé dans la multiplication des plants pour l'agriculture (notamment les oliviers, vignes, arbres fruitiers à noyau, amandiers, noyers, arbres à baies et agrumes).

EXPOSITION DIRECTE ET INDIRECTE AUX INCERTITUDES ACTUELLES
Le début d'année 2022 est marqué par le déclenchement du conflit russo-ukrainien. Si l'exposition économique directe d'Edify et de ses participations est très limitée et n'affecte pas la continuité d'exploitation du groupe (le chiffre d'affaires réalisé dans les deux pays en 2021 étant inférieur à 2 M€), les risques indirects liés à la hausse du coût des matières premières, du transport et de l'énergie, incitent à la prudence. Dans ce contexte, le pilotage des activités des participations, sur un plan financier et opérationnel, est renforcé.
Par ailleurs, une attention particulière est portée à l'évolution de l'épidémie de Covid, notamment en Chine, qui pourrait accroître, entre autres, le risque de sourcing.

Annexes aux documents comptables consolidés

Les notes annexes font partie intégrante des états financiers consolidés.

NOTE I — PRINCIPES COMPTABLES

1. COMPTES CONSOLIDÉS – BASE DE PRÉPARATION

Les états financiers consolidés sont présentés en milliers d'euros et toutes les valeurs sont arrondies au millier le plus proche sauf indication contraire.

Les états financiers sont établis selon le principe du coût historique. Les états financiers consolidés comprennent les états financiers d'Edify au 31 décembre de chaque année. Les états financiers des filiales sont préparés sur la même période de référence que ceux de la société mère et sur la base de méthodes comptables homogènes.

Toutes les sociétés arrêtent leurs comptes au 31 décembre.

Les comptes consolidés du Groupe, au titre de l'exercice clos le 31 décembre 2021, sont établis selon les lois et règlements applicables à cette date au Grand-Duché de Luxembourg, à savoir les normes comptables luxembourgeoises. Toutefois la présentation du compte de résultat et du bilan ne reprend pas strictement les dispositions prévues par la loi votée le 19 décembre 2015 amendant la loi du 10 août 1915 et entrée en vigueur au 1er janvier 2016. Une définition des principaux agrégats est donnée en Note 1.8 et une correspondance avec la nouvelle loi est présentée en Note 14.

2. MÉTHODES DE CONSOLIDATION

Les méthodes de consolidation dépendent du type de contrôle de l'entité mère sur sa filiale :

Contrôle exclusif, lorsque la société mère :
- détient la majorité des droits de vote des actionnaires ou associés d'une entreprise,
- a le droit de nommer ou de révoquer la majorité des membres de l'organe d'administration, de direction ou de surveillance d'une entreprise et est en même temps actionnaire ou associé de cette entreprise, ou
- est actionnaire ou associé d'une entreprise et contrôle seule, en vertu d'un accord conclu avec d'autres actionnaires ou associés de cette entreprise, la majorité des droits de vote des actionnaires ou associés de celle-ci.

Contrôle conjoint, lorsque la société mère, comprise dans la consolidation, dirige conjointement avec une ou plusieurs entreprises non comprises dans la consolidation, une autre entreprise.

Influence notable, lorsque la société mère exerce une influence notable sur la gestion et la politique financière de la filiale. La société mère est présumée avoir une influence notable sur une autre entreprise lorsqu'elle détient au moins 20 % de ses droits de vote.

Les sociétés sous contrôle exclusif sont intégrées globalement. Les sociétés sous contrôle conjoint sont intégrées proportionnellement. Les sociétés sous influence notable sont mises en équivalence.

3. JUGEMENTS ET ESTIMATIONS

L'établissement de comptes consolidés conduit la Direction à effectuer des estimations et à formuler des hypothèses qui affectent la valeur comptable de certains éléments d'actifs et de passifs, de produits et de charges, ainsi que les informations données dans certaines notes de l'annexe. Ces hypothèses ayant par nature un caractère incertain, les réalisations pourront s'écarter de ces estimations. La Direction revoit régulièrement ses estimations et appréciations de manière à prendre en compte l'expérience passée et à intégrer les facteurs jugés pertinents au regard des conditions économiques.
Les principales rubriques des états financiers qui peuvent faire l'objet d'estimations sont les suivantes :
- la dépréciation des écarts d'acquisition et des actifs incorporels et corporels dont l'évaluation repose notamment sur des hypothèses de flux de trésorerie futurs, des taux d'actualisation, des valeurs terminales,
- les engagements de retraite dont l'évaluation se fonde sur un certain nombre d'hypothèses actuarielles,
- les provisions pour risques et charges,
- les impôts différés actifs sur les déficits.

Dans le cadre de l'élaboration de ces comptes consolidés annuels, les jugements effectués par la Direction ainsi que les principales hypothèses retenues ont été mis à jour des derniers indicateurs retenus pour l'arrêté des comptes au 31 décembre 2021.
Au 31 décembre, le Groupe revoit ses indicateurs de performance et procède, le cas échéant, à des tests de dépréciation s'il existe un quelconque indice qu'un actif puisse avoir subi une perte de valeur.
Les états financiers reflètent les meilleures estimations, sur la base des informations disponibles à la date d'arrêté des comptes.

4. TEST DE PERTE DE VALEUR

À chaque clôture, le Groupe détermine s'il y a un indice de perte de valeur durable d'un actif, en s'assurant que la valeur nette comptable de l'actif n'excède pas sa valeur recouvrable. Sa valeur recouvrable est la valeur la plus élevée entre la juste valeur, diminuée des coûts de vente, et sa valeur d'utilité.
Si la valeur recouvrable est supérieure à la valeur nette comptable de l'actif à la clôture de la période, il n'y a aucune dépréciation à constater.

Si, au contraire, cette valeur est inférieure à la valeur nette comptable, une dépréciation de la différence est constatée en compte de résultat.
La juste valeur diminuée des coûts de vente est le montant qui peut être obtenu de la vente d'un actif lors d'une transaction dans des conditions de concurrence normale entre des parties bien informées et consentantes, diminué des coûts de sortie.
La valeur d'utilité est déterminée à partir des flux de trésorerie, estimés sur la base des plans ou budgets sur cinq ans maximum, les flux étant au-delà extrapolés par application d'un taux d'évolution constant ou décroissant, et actualisés en retenant des taux du marché à long terme après impôt, qui reflètent les estimations du marché de la valeur temps de l'argent et les risques spécifiques des actifs. Dans certains cas, les flux de trésorerie sont estimés sur des durées plus longues. Une justification en est alors fournie.
Pour les actifs incorporels (hors écarts d'acquisition) et corporels à durée de vie définie, une perte de valeur comptabilisée précédemment est reprise s'il y a eu un changement dans les estimations utilisées pour déterminer la valeur recouvrable de l'actif depuis la dernière comptabilisation d'une perte de valeur.
L'impact est comptabilisé dans le compte de résultat. Les dépréciations des écarts d'acquisition ne peuvent être reprises.

5. COMPTABILISATION DES OPÉRATIONS EN DEVISES DANS LES COMPTES INDIVIDUELS DES SOCIÉTÉS CONSOLIDÉES

Les comptes consolidés au 31 décembre 2021 ont été établis en euro.
Lors de leur comptabilisation initiale, les transactions en devises étrangères sont converties au taux de change en vigueur à la date de l'opération.

À chaque clôture, dans les comptes individuels :
- les éléments non-monétaires exprimés en devises, comptabilisés au bilan, sont maintenus au taux historique,
- les éléments monétaires exprimés en devises, comptabilisés au bilan, sont convertis au taux de clôture.

Les différences de change qui en résultent sont enregistrées au compte de résultat, exceptés les gains de change latents.

6. CONVERSION DES COMPTES DES FILIALES ÉTRANGÈRES

Les états financiers des sociétés du Groupe dont la monnaie est différente de celle de la société mère sont convertis en euro :
- les actifs et passifs, y compris les écarts d'acquisition, sont convertis en euro, au taux de change en vigueur à la date de clôture,
- les produits et charges sont convertis au taux de change moyen de la période tant que celui-ci n'est pas remis en cause par des évolutions significatives des cours,
- les écarts de conversion qui en découlent sont comptabilisés directement dans les capitaux propres.

Les différences de change latentes, ayant trait à des éléments monétaires faisant partie intégrante de l'investissement net dans les filiales étrangères, sont inscrites en écarts de conversion en capitaux propres jusqu'à la cession de l'investissement, date à laquelle elles sont reconnues en résultat.

Aucune filiale significative du Groupe n'est située dans un pays dont l'économie est hyper inflationniste.

7. DISTINCTION COURANT/NON COURANT

Le bilan est présenté en distinguant les éléments courants (actifs et passifs à court terme) des éléments non courants (actifs et passifs à long terme).
Le résultat opérationnel se compose d'éléments courants et non courants. Les éléments non courants sont de nature extraordinaire et classés sur une ligne spécifique du compte de résultat : « Autres produits et charges opérationnels non courants », après le Résultat Opérationnel Courant (cf. Note 3.2).

Ces éléments sont reclassés dans la Note 14, afin de respecter la présentation requise par la loi votée le 19 décembre 2015 amendant la loi du 10 août 1915 et entrée en vigueur au 1er janvier 2016.

8. DÉFINITION DES PRINCIPAUX AGRÉGATS

EBITDA : Earnings Before Interest, Taxes, Depreciation and Amortization – Résultat Opérationnel Courant avant amortissements (incluant les amortissements des actifs incorporels alloués dans le cadre d'acquisitions) et dépréciations, et provisions pour risques et charges courantes.

EBITA : Earnings Before Interest, Taxes and Amortization – Résultat Opérationnel Courant avant amortissement des actifs incorporels alloués dans le cadre d'acquisition.

EFN : Endettement Financier Net. Il correspond à la différence entre les actifs et les passifs financiers. Il tient compte notamment des intérêts courus, des instruments dérivés rattachés à un passif financier, des créances obligataires non cotées émises par certaines participations ou entités proches, ainsi que des compléments de prix sur les acquisitions et des différés de règlement à caractère financier (crédit-vendeur). Il ne tient pas compte des titres de participations non contrôlées, des obligations convertibles et des subventions d'État (cf. Note 6.4).

9. CHANGEMENTS DE MÉTHODES ET D'ESTIMATIONS COMPTABLES

Les changements de méthodes ou d'estimations comptables font l'objet d'une note incluant la nature du changement et son impact sur les comptes annuels.

NOTE 2 — PÉRIMÈTRE

SOCIÉTÉS CONSOLIDÉES AU 31 DÉCEMBRE 2021

Toutes les sociétés clôturent leur exercice au 31 décembre.

Raison sociale	Siège	% de contrôle 31/12/21	% d'intérêt 31/12/21	% d'intérêt 31/12/20
Edify S.A.	Luxembourg (Luxembourg)	(mère)	(mère)	(mère)
SOCIÉTÉS CONSOLIDÉES PAR INTÉGRATION GLOBALE				
Financière Développement SAS	Ferney Voltaire (France)	100,00	92,58	92,58
De Buyer Industries	Val d'Ajol (France)	100,00	92,58	92,58
De Buyer.com	Val d'Ajol (France)	100,00	92,58	92,58
De Buyer Inc.	Los Angeles (États-Unis))	100,00	92,58	92,58
Marlux (fusionnée 2021)	Val d'Ajol (France)	-	-	92,58
De Buyer GmbH	Saarbrücken (Allemagne)	100,00	92,58	92,58
Rousselon Frères et Compagnie	Thiers (France)	100,00	92,58	-
Rousselon Dumas Sabatier	Thiers (France)	100,00	92,58	-
Roussimo	Thiers (France)	100,00	92,58	-
Scaritech	Belfort (France)	100,00	92,58	-
Scaritech Iberica	Barcelone (Espagne)	100,00	92,58	-
Parvosges	Ferney Voltaire (France)	100,00	54,70	54,70
Financière Nouveau Monde SA (cession 2021)	Miribel (France)	-	-	90,02
Sirem SAS (cession 2021)	Miribel (France)	-	-	90,02
Sirem Immobilier SNC (cession 2021)	Miribel (France)	-	-	90,02
Parlyon (cession 2021)	Ferney Voltaire (France)	-	-	75,00
Provence Nouveau Monde	Ferney Voltaire (France)	100,00	100,00	100,00
Pellenc	Pertuis (France)	100,00	98,37	98,37
Pellenc America	Santa Rosa (États-Unis)	100,00	98,37	98,37
Pellenc Australia	Adelaïde (Australie)	100,00	98,37	98,37
Pellenc China	Dongguan (Chine)	100,00	98,37	98,37
Pellenc Languedoc Roussillon	Lézignan (France)	100,00	63,94	63,94
Pellenc Maroc	Marrakech (Maroc)	100,00	98,37	98,37
Pellenc Slovensko	Nové Mesto (Slovaquie)	100,00	98,37	98,37
Pellenc Sud America	Santiago (Chili)	100,00	98,37	98,37
Pellenc Ibérica	Jaen (Espagne)	100,00	98,37	98,37
Pellenc Italia	Colle Val d'Elsa (Italie)	100,00	98,37	98,37
Pellenc Deutschland	Kappelrodeck (Allemagne)	100,00	98,37	98,37
Pellenc Honk Kong (liquidation)	Honk Kong	100,00	98,37	98,37
Sofonlec	Perpignan (France)	100,00	63,94	63,94
Pellenc Bordeaux Charentes	Saint-Laurent-Medoc (France)	100,00	98,37	98,37
PERA - Pellenc SA	Florensac (France)	100,00	98,37	98,37
Pellenc Bâtiments	Pertuis (France)	100,00	98,37	98,37
Pellenc South Africa	Paarl (Afrique du Sud)	100,00	98,37	98,37
Pellenc HD SAS	Igé (France)	100,00	98,37	98,37
Pellenc Vignobles Champenois	Magenta (France)	100,00	98,37	98,37
Pellenc Mossbac	Bar-sur-aube (France)	100,00	98,37	98,37
Pellenc Portugal	Mira (Portugal)	100,00	98,37	-
Postura Campestre	Lisbonne (Portugal)	100,00	78,70	-
FDS Financière Développement Suisse SA	Vallorbe (Suisse)	100,00	100,00	100,00
Usines Metallurgiques de Vallorbe SA	Vallorbe (Suisse)	100,00	74,54	75,27
Parval (fusion 2021)	Vallorbe (Suisse)	-	-	100,00
NMP SAS	Cluses (France)	100,00	99,38	99,08
Zurflüh-Feller Holding SAS	Autechaux Roide (France)	100,00	99,38	99,08
Zurflüh-Feller SAS	Autechaux Roide (France)	100,00	99,38	99,08
Eckermann	Schmitten (Allemagne)	100,00	99,38	99,08
CERF EURL	Autechaux Roide (France)	100,00	99,38	99,08
Profilmar	Marseille (France)	100,00	99,38	99,08
Profilinnov	Maracineni (Roumanie)	100,00	99,38	99,08
Parfontaine	Ferney Voltaire (France)	100,00	89,53	87,22
Financière du Jura	Ferney Voltaire (France)	100,00	100,00	100,00
Thermo-Technologies	Annecy (France)	100,00	87,36	87,36
Thermocompact	Annecy (France)	100,00	87,36	87,36

SOCIÉTÉS CONSOLIDÉES AU 31 DÉCEMBRE 2021 (Suite)

Raison sociale	Siège	% de contrôle 31/12/21	% d'intérêt 31/12/21	% d'intérêt 31/12/20
FSP-One SAS	Pont de Chéruy (France)	100,00	87,36	87,36
TSDM	Tournes (France)	100,00	87,36	87,36
HWA	Ho Chi Minh City (Vietnam)	100,00	87,36	87,36
IWT	Colorado Springs (États-Unis)	100,00	87,36	87,36
Thermo-Technologies Inc	Wilmimgton (États-Unis)	100,00	87,36	87,36
Advanced Casting Asia Ltd Liability Company	Vinh Tan (Vietnam)	100,00	87,36	87,36
Financière Bleu	Abrest (France)	100,00	86,70	-
Ligier développement	Abrest (France)	100,00	86,70	-
Ligier Group	Abrest (France)	100,00	86,70	-
Ligier Group Italia	Piacenza (Italie)	100,00	86,70	-
Ligier Group Deutschland	Bad Rappenau (Allemagne)	100,00	86,70	-
Microcar Osterreich	St. Georgen am Ybbsfelde (Autriche)	100,00	86,70	-
Driveplanet Espana	Terrassa (Espagne)	100,00	86,70	-
Driveplanet Portugal	Aveiro (Portugal)	100,00	86,70	-
Parallier	Ferney Voltaire (France)	100,00	57,14	-
SOCIÉTÉS CONSOLIDÉES PAR INTÉGRATION PROPORTIONNELLE				
Gaviota Simbac, S.L.	Alicante (Espagne)	46,50	46,50	46,50
Gaviota S.p.a.	Megazzo (Italie)	46,50	46,50	46,50
Gaviota Simbac, S.L. Sucursal Portugal	Sintra (Portugal)	46,50	46,50	46,50
Gaviota Simbac Middle East, S.A.L.	Zouk Mosbeh (Liban)	46,50	23,25	23,25
Gaviota Simbac Marruecos, SARL	Nador (Maroc)	46,50	46,50	46,50
Gaviota Simbac Eastern Europe, S.R.L.	Bucarest (Roumanie)	46,50	46,50	46,50
Huella Platina, S.A.	Montevideo (Uruguay)	46,50	46,50	46,50
Toldos y Persianas de Gaviota, S.A.	Barrio La Sonrisa (Uruguay)	46,50	46,50	46,50
Gaviota Revolution S.R.L.U.	Alicante (Espagne)	46,50	46,50	46,50
Gaviota Brasil, S.A.	Sao Paulo (Brésil)	46,50	46,50	46,50
Gaviota Central Europe s.r.o.	Trnava (Slovaquie)	46,50	46,50	46,50
Persianas y Toldos Europeos sa cv	México (Mexique)	46,50	46,04	46,04
Gaco Aluminium Solution SAS	Bogota (Colombie)	46,50	46,50	46,50
Bandalux Uruguay S.A.	Rivera (Uruguay)	46,50	46,50	46,50
Vista Sublime	Montevideo (Uruguay)	46,50	46,50	46,50
Nordalur	Montevideo (Uruguay)	46,50	46,50	46,50
Gaviota France SAS	Perpignan (France)	46,50	46,50	46,50
Gaviota USA LLC	Wilmington (États-Unis)	46,50	46,50	46,50
Bestende	Bellusco (Italie)	46,50	32,55	32,55
Eurolock	Santiago (Chili)	46,50	23,25	23,25
GLP	Sinaloa (Mexique)	46,50	23,25	23,25
Gaviota Costa Rica	San José (Costa Rica)	46,50	41,85	41,85
Copen Fabrics	Alicante (Espagne)	46,50	23,25	23,25
Ponti	Montevideo (Uruguay)	46,50	46,50	46,50
Vidrios Salinas	Alicante (Espagne)	46,50	23,25	23,25
Commercial Awnings	Swindon (Royaume-Uni)	46,50	23,72	-
FilPel Bobinas	Barbastro (Espagne)	49,19	49,19	49,19
Volentieri Pellenc	Poggibonsi (Italie)	49,19	49,19	49,19
SOCIÉTÉS CONSOLIDÉES PAR MISE EN ÉQUIVALENCE				
ACT Vinicole	Laverune (France)	48,20	48,20	48,20
Agreenculture	Toulouse (France)	32,90	32,90	-
Aceper SL	Ourense (Espagne)	16,83	16,83	16,83
Masventava	Ourense (Espagne)	16,20	16,20	16,20
Inversiones	Ourense (Espagne)	16,20	16,20	16,20
Gaviota Simbac America S.A.	Santo Domingo (République Dominicaine)	-	-	34,88
Gaviota Caribe	Santo Domingo (République Dominicaine)	-	-	23,25
Ligier Développement	Abrest (France)	-	-	31,52
Siparex Associés	Lyon (France)	4,63	4,63	-

NOTE 3 – DONNÉES LIÉES À L'ACTIVITÉ

1. CHIFFRE D'AFFAIRES

Le chiffre d'affaires est constitué par l'ensemble des produits des activités ordinaires des sociétés intégrées.
Les produits des activités ordinaires sont comptabilisés lorsqu'il est probable que les avantages économiques futurs iront au Groupe et que ces produits peuvent être évalués de façon fiable.
Les produits des activités ordinaires sont constatés à la juste valeur de la contrepartie reçue ou à recevoir.

Les ventes de biens sont comptabilisées lors de leur livraison au client final.

Le chiffre d'affaires du Groupe s'élève à 819,3 M€ au 31 décembre 2021. Il se répartit géographiquement de la manière suivante :

En millions d'euros	31/12/21	%	31/12/20	%
Europe	**666,5**	81 %	**441,4**	79 %
dont France	*344,1*	*42 %*	*233,9*	*42 %*
dont Espagne	*81,0*	*10 %*	*61,9*	*11 %*
dont Italie	*79,0*	*10 %*	*45,0*	*8 %*
dont Allemagne	*65,5*	*8%*	*45,9*	*8 %*
Amériques	**91,9**	11 %	**71,0**	13 %
Asie	**33,9**	4 %	**26,2**	5 %
Afrique	**13,9**	2 %	**9,7**	2 %
Océanie	**13,1**	2 %	**10,2**	2 %
TOTAL	**819,3**	**100 %**	**558,4**	**100 %**

Les autres produits de l'activité s'élèvent à 12,7 M€ au 31 décembre 2021 contre 13,6 M€ au 31 décembre 2020.

2. AUTRES PRODUITS ET CHARGES OPÉRATIONNELS NON COURANTS

Pour rappel, le Résultat Opérationnel Courant représente le Résultat Opérationnel excluant à la fois les produits et charges opérationnels non courants, les gains et pertes sur cessions d'actifs immobilisés et les dépréciations des écarts d'acquisition.
Les amortissements des actifs incorporels alloués dans le cadre de regroupement d'entreprises sont comptabilisés dans le Résultat Opérationnel Courant.
Les autres charges et produits opérationnels non courants correspondent aux éléments exceptionnels, inhabituels, anormaux et peu fréquents et particulièrement significatifs, qui seraient de nature à fausser la lecture de la performance consolidée du Groupe. Ils intègrent notamment des plus ou moins-values sur cessions d'actifs corporels et incorporels, des plus ou moins-values sur cessions de titres de participations consolidées par intégration globale ou proportionnelle, des coûts de restructuration et des provisions qui seraient de nature à perturber la lisibilité du Résultat Opérationnel Courant.

En milliers d'euros	31/12/21	31/12/20
Dotation (-) reprise (+) sur provisions non courantes	2 280	3 269
Gain/perte sur cession d'actifs immobilisés	10 663	-243
Autres éléments non courants	-1 075	-6 175
Produits non courants	*2 155*	*1 260*
Charges non courantes	*-3 230*	*-7 436*
Autres produits et charges opérationnels non courants	**11 868**	**-3 149**

L'amélioration des perspectives des Usines Métallurgiques de Vallorbe (UMV) a permis de reprendre une partie (2,7 M€) de la provision pour dépréciation de ses actifs (provision constituée en 2016, suite à l'identification d'une perte de valeur sur les actifs des UMV). Cette provision est réévaluée tous les ans (en 2020, une reprise de 2,5 M€ avait été comptabilisée) et s'établit à 1,3 M€ à fin 2021.
La cession de Sirem a permis à Edify de générer une plus-value nette consolidée de 11,4 M€. Pour rappel sur l'exercice 2020, une charge non courante de 3,8 M€ avait été enregistrée chez Thermo-Technologies concernant le projet d'acquisition de la société américaine Fisk Alloy Inc., process abandonné en raison de la crise sanitaire.

3. STOCKS

Les stocks sont évalués au coût de revient, déterminé selon la méthode du coût unitaire moyen pondéré. Les stocks et en-cours sont dépréciés lorsque leur valeur probable de réalisation est inférieure à leur valeur comptable. La valeur nette de réalisation est le prix de vente estimé dans le cours normal de l'activité, diminué des coûts estimés pour l'achèvement et des coûts estimés nécessaires pour réaliser la vente.
Dans le cadre du processus de consolidation, la valeur des stocks au bilan consolidé exclut les profits internes réalisés lors de la vente des produits entre deux sociétés du Groupe, si ces produits figurent toujours en stock dans une société du Groupe à la date de clôture.

En milliers d'euros	31/12/21	31/12/20
Valeurs brutes		
Matières premières et autres approvisionnements	90 169	55 350
Produits finis et marchandises	156 273	122 876
TOTAL	**246 442**	**178 226**
Dépréciations	-20 274	-17 867
Valeurs nettes	**226 168**	**160 359**

4. CLIENTS ET FOURNISSEURS

Les créances clients et les dettes fournisseurs sont valorisées à leur valeur nominale. Une correction pour dépréciation est constatée pour les créances dont le recouvrement paraît compromis.

En milliers d'euros	31/12/21	31/12/20
Créances clients brutes	129 692	92 461
Dépréciations	-5 865	-3 860
Créances clients nettes	**123 827**	**88 600**

À périmètre constant, les dépréciations pour créances douteuses sont en augmentation de 465 K€ sur l'exercice 2021. Le poste fournisseurs s'élève à 91 002 K€ au 31 décembre 2021, contre 48 513 K€ au 31 décembre 2020.

5. AUTRES CRÉANCES ET DETTES COURANTES

Autres créances courantes

En milliers d'euros	31/12/21	31/12/20
Valeurs brutes		
Créances sur le personnel	787	235
Autres taxes (dont TVA)	11 891	7 633
Charges constatées d'avance	4 893	3 255
Autres créances	10 078	1 036
TOTAL	**27 649**	**12 159**

Autres dettes courantes

En milliers d'euros	31/12/21	31/12/20
Dettes sociales	33 987	24 191
Dettes fiscales	10 921	9 060
Produits constatés d'avance	4 701	2 758
Fournisseurs d'immobilisations	1 509	2 168
Autres	1 424	965
TOTAL	**52 541**	**39 141**

NOTE 4 – IMMOBILISATIONS CORPORELLES ET INCORPORELLES

1. ÉCARTS D'ACQUISITION

Lors d'une entrée dans le périmètre de consolidation, les actifs, passifs et passifs éventuels identifiables de l'entité acquise sont évalués à la juste valeur déterminée à la date d'acquisition.

Un écart d'acquisition est calculé par différence entre la somme des actifs, passifs et passifs éventuels identifiables de l'entité acquise, évalués individuellement à leur juste valeur et la contrepartie transférée (coût global d'acquisition) évaluée à la juste valeur des actifs remis.

L'écart d'acquisition résultant de la différence entre le prix d'acquisition et la valeur de l'actif net ré-estimé à la date d'acquisition est traité de la manière suivante :

- l'écart d'acquisition positif est comptabilisé en tant qu'actif incorporel amortissable,

- l'écart d'acquisition négatif est comptabilisé au compte de résultat si à la date d'acquisition, il correspond :

– à la prévision d'une évolution défavorable des résultats futurs de l'entreprise concernée,
– à la prévision de charges qu'elle occasionnera,
– à une plus-value réalisée.

Dans les autres cas, il est comptabilisé en provisions pour risques et charges.

L'écart d'acquisition n'est pas alloué aux parts minoritaires. Par contre, les ajustements de juste valeur des actifs et passifs identifiables (écarts d'évaluations) sont répartis entre la part du Groupe et celle des minoritaires.

L'écart d'acquisition positif est généralement amorti sur cinq ans. Il peut être amorti sur une période supérieure à cinq ans sans dépasser la durée d'utilisation prévue de cet actif. Lorsqu'il est fait usage de cette faculté il en est fait mention dans l'annexe avec une indication des motifs.
Les amortissements des écarts d'acquisition ne peuvent être repris.

Écarts d'acquisition

En milliers d'euros	Valeur
Au 31 décembre 2020	**11 634**
Incidence des variations de périmètre	46 418
Incidence des variations du cours de change	169
Dotation aux amortissements	-12 989
Au 31 décembre 2021	**45 231**

Sur l'exercice 2021, les principales variations de périmètre concernent l'acquisition de Ligier ainsi que des sociétés Scaritech et Rousselon Frères.
Le poste se compose principalement des écarts d'acquisition nets de Thermo-Technologies (3,2 M€), de Ligier (24,4 M€), de Rousselon Frères (6,0 M€) et de Scaritech (6,1 M€).

2. IMMOBILISATIONS INCORPORELLES

Les actifs incorporels acquis par le Groupe sont comptabilisés au coût d'acquisition ou au coût de revient, minoré des amortissements cumulés et des pertes de valeurs éventuelles.

Chaque actif fait l'objet d'un test de dépréciation s'il y a un indice de perte de valeur durable.
Les frais d'établissement sont retraités et considérés comme des charges de l'exercice.

Les immobilisations incorporelles comprennent principalement :

- les logiciels qui sont évalués à leur coût d'acquisition, et sont amortis selon la méthode linéaire, en fonction de leur durée d'utilisation prévue,

- les brevets : seuls les brevets acquis et les frais de dépôts y afférents sont activés. Ils sont amortis linéairement sur leur durée de protection juridique. Les frais de renouvellement des brevets sont constatés en charges de l'exercice,

- les frais de développement immobilisés le sont sous plusieurs conditions :
  – ils doivent offrir des chances raisonnables de réussite technique et de rentabilité commerciale ;
  – il est probable que l'entité bénéficiera des avantages économiques futurs correspondants ;
  – son coût, ou sa valeur, peut être évalué avec une fiabilité suffisante.

Les dépenses de développement engagées pour le compte d'un client ne sont pas immobilisées et sont inscrites parmi les charges de l'exercice.

Les frais de développement sont en général amortis sur cinq ans à partir de la date de leur inscription à l'actif.

Les coûts ultérieurs sont généralement constatés en charges de l'exercice.

En cas d'échec d'un projet, les frais de développement correspondants doivent immédiatement faire l'objet d'un amortissement intégral.

Les frais de recherche sont inscrits parmi les charges de l'exercice.

- les marques sont évaluées et portées à l'actif du bilan dans le cadre d'acquisitions,

  Ces actifs incorporels sont à durée de vie indéfinie et font l'objet de tests de dépréciation quand des événements ou des changements de circonstances indiquent qu'ils se sont dépréciés (indices de perte de valeur).

- la relation clientèle, valorisée en actif incorporel, représente la valeur du portefeuille clients de la société à la date d'acquisition. Cette valeur est déterminée à partir de la rentabilité future dégagée par les principaux clients de la société actuellement en portefeuille, en tenant compte d'un taux de perte de clients, taux déterminé à partir des données historiques de la société.

  La rentabilité dégagée par ces clients est mesurée à partir de la performance financière attendue de la société en termes de marge d'EBITA, dont sont déduits les impôts, le financement des autres actifs (corporels et marque) et du besoin en fonds de roulement.

  Ces actifs incorporels sont à durée de vie définie et sont amortis, en général, sur 10 ans.

Immobilisations incorporelles

En milliers d'euros	Actifs incorporels alloués	Frais de dévelop-pement	Brevets et marques	Logiciels	Autres	En-cours et avances	Total 2021
Valeur brute au 31 décembre 2020	43 224	4 564	7 944	11 318	3 568	918	71 537
Acquisitions	-	743	44	1 029	342	3 279	5 437
Cessions	-	-8	-4	-1 371	-27	-	-1 410
Incidence des variations du cours de change	-	24	132	116	1	-	273
Incidence des variations de périmètre	35 928	24 780	2 904	-359	707	1 527	65 487
Autres mouvements	1 260	395	-3 896	3 497	-1	-1 114	141
Au 31 décembre 2021	**80 412**	**30 498**	**7 124**	**14 230**	**4 590**	**4 610**	**141 464**
Amortissement cumulé au 31 décembre 2020	-11 193	-3 329	-4 302	-8 289	-2 318	-	-29 431
Dotations aux amortissements et corrections de valeur de la période	-3 162	-1 224	-394	-1 583	-381	-	-6 744
Cessions	-	8	4	1 370	27	-	1 409
Incidence des variations du cours de change	-	-12	-31	-101	-1	-	-145
Incidence des variations de périmètre	-	-23 216	-100	-1 628	-372	-	-25 316
Autres mouvements	-	-	-96	-	97	-	1
Au 31 décembre 2021	**-14 355**	**-27 773**	**-4 919**	**-10 231**	**-2 948**	**-**	**-60 225**
VALEUR NETTE AU 31 DÉCEMBRE 2021	**66 057**	**2 725**	**2 205**	**3 999**	**1 642**	**4 610**	**81 241**

							Total 2020
Valeur brute au 31 décembre 2019	43 224	4 122	8 134	9 240	1 336	3 492	69 549
Acquisitions	-	344	81	263	393	741	1 822
Cessions	-	-15	-	-61	-42	-12	-130
Incidence des variations du cours de change	-	-2	-108	-1	-3	-	-113
Incidence des variations de périmètre	-	-	-	26	-	-	26
Autres mouvements	-	115	-163	1 852	1 884	-3 303	384
Au 31 décembre 2020	**43 224**	**4 564**	**7 944**	**11 318**	**3 568**	**918**	**71 537**
Amortissement cumulé au 31 décembre 2019	-8 207	-2 699	-4 180	-7 294	-345	-1 513	-24 238
Dotations aux amortissements et corrections de valeur de la période	-2 986	-513	-282	-1 042	-415	-	-5 238
Cessions	-	15	-	61	-	-	76
Incidence des variations du cours de change	-	1	14	-1	1	-	15
Incidence des variations de périmètre	-	-	-	-26	-	-	-26
Autres mouvements	-	-133	146	13	-1 558	1 513	-19
Au 31 décembre 2020	**-11 193**	**-3 329**	**-4 302**	**-8 289**	**-2 318**	**-**	**-29 431**
VALEUR NETTE AU 31 DÉCEMBRE 2020	**32 031**	**1 236**	**3 642**	**3 029**	**1 250**	**918**	**42 107**

3. IMMOBILISATIONS CORPORELLES

Hors regroupement d'entreprises, les immobilisations corporelles sont inscrites à leur coût d'acquisition ou à leur coût de revient. Les immobilisations corporelles acquises dans le cadre d'un regroupement d'entreprises sont comptabilisées à leur juste valeur séparément de l'écart d'acquisition positif. Les coûts d'entretien courants sont constatés en charge de l'exercice.

La valeur d'une immobilisation dont l'utilisation est limitée dans le temps est amortie sur sa durée d'utilisation. L'amortissement se fait sur la valeur comptable du bien et ne prend pas en compte de valeur résiduelle.

L'amortissement est calculé suivant la méthode linéaire en fonction des durées d'utilisation ci-après :

– constructions : 20 à 40 ans,
– agencement et installations : 10 à 20 ans,
– matériels et outillages industriels : 5 à 10 ans,
– véhicules : 3 à 5 ans,
– mobilier : 4 à 10 ans.

Une correction pour dépréciation est constatée à chaque fois qu'une immobilisation a une valeur inférieure à celle inscrite au bilan et que cette diminution de valeur aura un caractère durable.

Immobilisations corporelles

En milliers d'euros	Terrains	Cons-tructions	Installations techniques, matériel et outillage	Autres	En-cours et avances	Total 2021
Valeur brute au 31 décembre 2020	15 418	130 390	220 296	27 231	9 590	402 926
Acquisitions	596	1 957	7 711	3 005	16 089	29 358
Cessions	-6	-867	-2 395	-2 475	-	-5 743
Incidence des variations du cours de change	-19	1 302	3 288	297	191	5 059
Incidence des variations de périmètre	6 768	15 964	35 920	2 082	191	60 925
Autres mouvements	108	-1 140	3 827	4 003	-6 976	-178
Au 31 décembre 2021	**22 865**	**147 606**	**268 647**	**34 143**	**19 085**	**492 347**
Amortissement cumulé au 31 décembre 2020	-3 351	-61 915	-174 924	-20 394	-	-260 584
Dotations aux amortissements et corrections de valeur de la période	-536	-6 113	-11 538	-3 654	-	-21 841
Cessions	-	371	2 032	1 536	-	3 939
Incidence des variations du cours de change	-1	-727	-2 565	-210	-	-3 503
Incidence des variations de périmètre	-10	-10 302	-30 548	-2 079	-	-42 939
Autres mouvements	-497	630	90	-266	-	-43
Au 31 décembre 2021	**-4 395**	**-78 056**	**-217 453**	**-25 067**	**-**	**-324 971**
VALEUR NETTE AU 31 DÉCEMBRE 2021	**18 470**	**69 550**	**51 194**	**9 076**	**19 085**	**167 377**

						Total 2020
Valeur brute au 31 décembre 2019	14 350	123 040	210 713	25 977	17 883	391 963
Acquisitions	11	3 473	7 016	1 899	11 538	23 936
Cessions	-	-2 260	-8 021	-1 116	-4	-11 401
Incidence des variations du cours de change	-8	-510	-1 089	-284	-145	-2 036
Incidence des variations de périmètre	419	2 125	-47	303	-	2 801
Autres mouvements	647	4 522	11 723	451	-19 682	-2 339
Au 31 décembre 2020	**15 418**	**130 390**	**220 296**	**27 231**	**9 590**	**402 926**
Amortissement cumulé au 31 décembre 2019	-2 807	-60 002	-168 391	-18 825	-	-250 025
Dotations aux amortissements et corrections de valeur de la période	-384	-4 828	-11 202	-2 298	-	-18 712
Cessions	-	1 243	5 891	997	-	8 132
Incidence des variations du cours de change	-	132	586	171	-	889
Incidence des variations de périmètre	-160	-331	-57	-377	-	-925
Autres mouvements	-	1 871	-1 751	-62	-	58
Au 31 décembre 2020	**-3 351**	**-61 915**	**-174 924**	**-20 394**	**-**	**-260 584**
VALEUR NETTE AU 31 DÉCEMBRE 2020	**12 067**	**68 476**	**45 372**	**6 837**	**9 590**	**142 343**

4. CONTRATS DE LOCATION

Les contrats sont classés comme des contrats de location-financement lorsque le contrat de bail est assorti d'une option d'achat. Ils sont inscrits, dès le commencement du contrat, en immobilisations corporelles, au plus bas de la juste valeur des biens loués et de la valeur actualisée des paiements minimaux au titre de la location.

Les immobilisations acquises via des contrats de location-financement sont amorties selon les mêmes durées que celles décrites précédemment si le Groupe estime qu'il obtiendra la propriété de l'actif au terme du contrat. Dans le cas contraire, l'actif est déprécié sur la base de la durée la plus courte entre la durée d'utilisation de l'actif et la durée du contrat. Les contrats sont qualifiés de location opérationnelle lorsque la location n'est pas assortie d'une option d'achat. En revanche, des services complémentaires tels que l'entretien des biens loués, sont souvent compris dans une convention de location opérationnelle. Les sommes versées au titre des locations opérationnelles sont enregistrées en charges de la période, à compter de la prise d'effet du contrat (et non de la date de début d'utilisation du bien).

Les contrats de location terminés sont exclus du tableau.

Contrats de location

En milliers d'euros	Terrains	Cons-tructions	Installations techniques, matériel et outillage	Machines immobilisées	Logiciels	Total 2021
Valeur brute au 31 décembre 2020	681	8 959	18 954	-	431	29 024
Acquisitions	-	-	388	459	34	880
Cessions	-	-	-64	-1 456	-	-1 520
Incidence des variations du cours de change	-	-	292	3	-	295
Incidence des variations de périmètres	-400	-2 900	-550	-	-	-3 850
Autres mouvements	-	-	60	3 284	-	3 344
Au 31 décembre 2021	**281**	**6 059**	**19 080**	**2 290**	**465**	**28 175**
Amortissement cumulé au 31 décembre 2020	467	-2 908	-12 927	-	-141	-15 509
Dotations aux amortissements et corrections de valeur de la période	-28	-182	-925	-774	-108	-2 016
Cessions	-	-	28	617	-	646
Incidence des variations du cours de change	-	1	-229	-2	-	-229
Incidence des variations de périmètres	-	1 873	424	-	-	2 297
Autres mouvements	-830	830	-121	-818	-	-939
Au 31 décembre 2021	**-391**	**-386**	**-13 749**	**-976**	**-249**	**-15 751**
VALEUR NETTE AU 31 DÉCEMBRE 2021	**-110**	**5 673**	**5 331**	**1 314**	**216**	**12 424**

						Total 2020
Valeur brute au 31 décembre 2019	1 863	9 688	31 735	-	-	43 286
Acquisitions	-	-	3 539	-	74	3 613
Cessions	-	-	-917	-	-	-917
Incidence des variations du cours de change	-	-	-61	-	-	-61
Incidence des variations de périmètres	-	-	-	-	-	-
Autres mouvements (dont rachat de crédit bail)	-1 182	-729	-15 342	-	357	-16 896
Au 31 décembre 2020	**681**	**8 959**	**18 954**		**431**	**29 024**
Amortissement cumulé au 31 décembre 2019	-334	-3 263	-26 689	-	-	-30 286
Dotations aux amortissements et corrections de valeur de la période	-29	-374	-2 598	-	-107	-3 108
Cessions	-	-	932	-	-	932
Incidence des variations du cours de change	-	-	38	-	-	38
Incidence des variations de périmètres	-	-	-	-	-	-
Autres mouvements (dont rachat de crédit bail)	830	729	15 390	-	-34	16 915
Au 31 décembre 2020	**467**	**-2 908**	**-12 927**		**-141**	**-15 509**
VALEUR NETTE AU 31 DÉCEMBRE 2020	**1 148**	**6 051**	**6 027**		**290**	**13 515**

NOTE 5 – CAPITAUX PROPRES

1. PRINCIPALES VARIATIONS SUR LES CAPITAUX PROPRES

En milliers d'euros	31/12/21	31/12/20
Capitaux Propres Edify S.A. Ouverture	**304 796**	**297 525**
Résultat exercice	57 031	9 032
Parts bénéficiaires (cf. Note 11)	250	-
Écarts de conversion	2 815	-1 967
Divers	102	206
Capitaux Propres part Groupe	**364 994**	**304 796**
Participations ne donnant pas le contrôle	30 410	22 051
TOTAL CAPITAUX PROPRES	**395 405**	**326 847**

Aux 31 décembre 2021 et 2020, le capital souscrit d'Edify s'élève à 4,86 M€ et est représenté par 4 860 000 actions d'une valeur nominale de 1 € chacune, intégralement libérées.

Conformément aux normes luxembourgeoises, les écarts d'acquisition sont amortis sur une durée de cinq ans (cf. Note 4.1). Les capitaux propres consolidés sont affectés par les amortissements des écarts d'acquisition pour un montant de 13,0 M€ sur l'exercice 2021 (cf. Note 4.1) et de 49,5 M€ en cumulé. Pour rappel, les écarts d'acquisition de 34,2 M€, déterminés dans le cadre du bilan d'ouverture pour les participations issues de l'apport réalisé le 29 octobre 2014, ont été immédiatement déduits des réserves.

2. ACTIONS PROPRES

Suite à l'offre publique de rachat lancée par la Société préalablement au retrait de la Bourse en 2020 et au mécanisme de liquidité mis en place depuis, Edify détient 140 632 actions, dont 6 921 acquises en 2021. Ces 140 632 actions représentent 2,91% du capital social et sont valorisées pour un montant de 9,8M€ contre 9,6 M € à fin 2020. Ces actions propres sont comptabilisées en tant qu'Actifs Financiers non courants. Aucune cession de ces actions propres n'est prévue à court terme. Au-delà des trois ans légaux, elles seront imputées sur les capitaux propres. Conformément à la loi luxembourgeoise concernant les sociétés commerciales, Edify a constitué une réserve indisponible du même montant.

NOTE 6 – ÉLÉMENTS FINANCIERS

1. RÉSULTAT FINANCIER

Le résultat financier est composé de :

- coût de l'endettement net constitué de l'ensemble des résultats produits par les éléments constitutifs de l'endettement ou de l'excédent financier net pendant la période, y compris les résultats de couverture de taux,
- écarts actuariels liés aux éléments financiers (notamment changements de taux d'actualisation, taux de rendement…) (cf. Note 9),
- plus ou moins-values de cession de titres de participations consolidées par mise en équivalence ou de cession de titres à des minoritaires,
- autres produits et charges financiers constitués des produits et des charges de nature financière et non opérationnelle et qui ne font pas partie du coût de l'endettement net.

En milliers d'euros	31/12/21	31/12/20
Plus-values sur cession d'actifs financiers	12 419	252
Coût de l'endettement financier net	-8 743	-4 591
Produits financiers liés aux placements	*76*	*945*
Charges financières liées à l'endettement	*-8 819*	*-5 536*
Effets de change	1 043	-2 439
Écarts actuariels	106	419
Autres produits et charges financiers	331	-210
Résultat financier	**5 156**	**-6 568**

La cession des titres Lacroix Emballages a permis de générer une plus-value nette de 10,7 M€.
La hausse des charges financières liées à l'endettement est notamment liée à l'intégration de Ligier.
En 2020 certaines participations, actives notamment sur le marché sud-américain, ont souffert d'effets de change négatifs significatifs dus à la dépréciation des devises vis-à-vis de l'euro. En 2021, les participations ont globalement bénéficié d'effets de change.

2. ACTIFS FINANCIERS

Les actifs financiers sont initialement comptabilisés au prix d'acquisition ou au coût de revient. Ils sont réévalués à la date de clôture du bilan pour leur valeur d'inventaire. La valeur comptable et la valeur d'inventaire sont comparées et une correction pour dépréciation est constatée lorsque la valeur d'inventaire est inférieure à la valeur de l'immobilisation financière.

En milliers d'euros	31/12/21	31/12/20
Titres de participations non contrôlées	3 006	10 132
Actions propres	9 757	9 558
Créances obligataires non cotées convertibles en actions	-	7 026
Prêts	512	1 061
Autres	4 100	3 618
Actifs financiers non courants & courants	**17 376**	**31 395**
Exigibles dans le délai d'un an	1 254	8 736
Actifs financiers non courants	**16 122**	**22 659**

Les titres de participations non contrôlées sont principalement impactés par la cession des titres de Lacroix pour 6,0 M€.

Les créances obligataires correspondaient au 31 décembre 2020 aux obligations convertibles émises par la holding de

Ligier Group au profit d'Edify (6,6 M€), remboursées, en février 2021, lors de la prise de participation majoritaire de Ligier par Edify. La rubrique « Autres » concerne essentiellement les dépôts et cautionnements.

3. PASSIFS FINANCIERS

Lors de leur comptabilisation initiale, les emprunts et les autres dettes porteuses d'intérêts sont évalués à leur valeur nominale. Leur évaluation ultérieure s'effectue à la valeur de remboursement.

Passifs financiers

En milliers d'euros	Emprunts auprès des établissements de crédits	Crédits-bails	Emprunt obligataire privé EURO PP	Emprunts et dettes financières divers	Total 2021
Au 31 décembre 2020	269 776	9 873	50 000	4 507	334 157
Souscription nouveaux emprunts et dettes financières	69 362	-	-	4 809	74 171
Remboursement d'emprunts et dettes financières	-153 512	-3042	-	-427	-156 981
Incidence des variations de périmètre	47 872	-56	-	793	48 609
Diminution des découverts bancaires	-3 356	-	-	-	-3 356
Nouveaux crédits-bails	-	978	-	-	978
Lease-back crédits-bails	-	-1 125	-	-	-1 125
Incidence des variations du cours de change	206	53	-	-3	256
Passifs financiers courants	**230 347**	**6 682**	**50 000**	**9 681**	**296 710**
Exigibles dans le délai d'un an	57 517	2 391	-	7 353	67 262
Passifs financiers non courants	**172 830**	**4 291**	**50 000**	**2 328**	**229 448**

Au cours de l'exercice 2021, Edify et ses participations ont remboursé une grande partie des lignes de crédit qu'elles avaient tirées en 2020 pour sécuriser leur trésorerie en période de pandémie mondiale.
Par ailleurs les Prêts Garantis par l'État (et équivalents) souscrits en 2021 pour 54 M€ ont été remboursés à hauteur de 45 M€.
Pour rappel, en mai 2018, Edify avait souscrit son premier placement privé obligataire pour un montant total de 50 M€ à sept ans au taux fixe de 3,75 %.

Échéancier des dettes financières

En milliers d'euros	31/12/21	31/12/20
À 1 an au plus	67 262	185 963
Plus d'1 an et moins de 5 ans	158 360	138 234
À plus de 5 ans	71 088	9 960
TOTAL	**296 710**	**334 157**

Les dettes financières garanties par des nantissements, hypothèques ou gages s'élèvent à 98 M€ au 31 décembre 2021.

Covenants

La mise à disposition des lignes de crédit, à hauteur de 210 M€, et de l'emprunt Euro PP de 50 M€ par les établissements de crédit et les investisseurs privés est soumise à l'engagement pris par Edify de respecter trois covenants financiers (dettes financières nettes sociales/Actif Net Réévalué, dettes financières nettes élargies/Actif Net Réévalué élargi et montant de disponibilités.). Edify respecte l'ensemble de ses covenants au 31 décembre 2021.
Thermo-Technologies, De Buyer, Ligier et Zurflüh-Feller, dans le cadre de leur dette « LBO », respectent également, au 31 décembre 2021, leurs covenants respectifs.

4. ANALYSE DE L'ENDETTEMENT FINANCIER NET

L'Endettement Financier Net correspond à la différence entre les actifs et les passifs financiers. Il tient compte notamment des intérêts courus, des instruments dérivés rattachés à un passif financier, ainsi que des compléments de prix ou paiements différés sur les acquisitions, et des différés de règlement à caractère financier. Il ne tient pas compte des titres de participations non contrôlées, des obligations convertibles, des dépôts & cautionnements et des subventions d'État.

La trésorerie correspond aux soldes bancaires (actifs et découverts bancaires) et aux liquidités en caisse. Les équivalents de trésorerie sont des placements à court terme, très liquides, facilement convertibles en un montant connu de trésorerie et soumis à un risque négligeable de changement défavorable de valeur.

En milliers d'euros	31/12/21	31/12/20
Passifs financiers inclus dans l'Endettement Financier Net	290 829	333 972
Actifs financiers inclus dans l'Endettement Financier Net	521	1 080
Trésorerie et équivalents de trésorerie	176 665	253 479
Endettement Financier Net (hors compléments de prix et différés de paiement)	**113 643**	**79 413**
Compléments de prix et différés de paiement sur acquisitions	5 844	154
Endettement Financier Net total	**119 487**	**79 567**

5. INSTRUMENTS DE COUVERTURE

Les instruments dérivés sont comptabilisés en hors bilan sauf :

- lorsqu'ils ont une moins-value latente et dans ce cas une provision doit être constituée,
- lorsqu'il s'agit d'instruments de couverture qui viennent alors compenser leur sous-jacent.

Les instruments de couverture dont le sous-jacent est un passif financier sont classés dans le poste « Autres passifs financiers » et sont inclus dans l'Endettement Financier Net. Au 31 décembre 2021, ils sont inférieurs à 0,1 M€.

NOTE 7 – DÉTAILS DU TABLEAU DE FLUX DE TRÉSORERIE

1. TRÉSORERIE ET ÉQUIVALENTS DE TRÉSORERIE

En milliers d'euros	31/12/21
Trésorerie à l'ouverture	**231 633**
Trésorerie et équivalents de trésorerie à l'ouverture	253 479
Découverts bancaires	-21 846
Trésorerie à la clôture	**157 387**
Trésorerie et équivalents de trésorerie à la clôture	176 665
Découverts bancaires	-19 278

2. VARIATION DU BESOIN EN FONDS DE ROULEMENT

En milliers d'euros	31/12/21	31/12/20
Variation des stocks nets	-37 503	3 992
Variation des clients nets	-12 439	9 427
Variation des fournisseurs	19 295	-6 893
Variation des autres créances et dettes	-13 325	-874
Variation du Besoin en Fonds de Roulement	**-43 972**	**5 652**

3. ACQUISITIONS DE SOCIÉTÉS, NETTES DE LA TRÉSORERIE ACQUISE

Les acquisitions de sociétés sont principalement celles de Rousselon Frères et de Scaritech par Financière Développement, la holding de reprise de De Buyer, et celle de Ligier, hors trésorerie reçue dans le cadre de la cession des 31,5 % de titres précédemment mis en équivalence.

En milliers d'euros	Ligier	Acquisitions de Financière Développement
Écart d'acquisition	33 998	13 436
Immobilisations incorporelles nettes	40 172	145
Immobilisations corporelles nettes	18 382	1 948
Immobilisations financières nettes	547	21
Autres créances non courantes	426	-50
Impôts différés actifs	1 133	99
Stocks	26 284	3 384
Clients	21 668	2 821
Autres créances courantes	11 541	543
Trésorerie et équivalents de trésorerie nets	20 341	3 173
Créances d'impôt	-	-69
Provisions non courantes	-2 831	-
Autres passifs financiers non courants	-59 750	-527
Engagements envers le personnel	-7 614	-714
Autres dettes non courantes	-221	-
Autres passifs financiers courants	-	-258
Fournisseurs	-21 144	-2 280
Autres dettes courantes	-25 767	-200
Dettes d'impôt	-11 806	-118
Prix d'acquisition payé (dont frais d'acquisition)	**45 480**	**21 354**
Moins : trésorerie acquise	-20 341	-3 173
Flux net de trésorerie résultant de l'acquisition, déduction faite de la trésorerie acquise	**25 139**	**18 181**

NOTE 8 – PROVISIONS

Une provision est constituée lorsque le Groupe a une obligation actuelle (juridique ou implicite) résultant d'un événement passé et que les sorties futures de liquidités peuvent être estimées de manière fiable. La perte qui fait l'objet d'une provision doit se rapporter à un risque parfaitement identifié. Le risque étant inhérent à la notion d'entreprise, il ne pourrait être constitué une provision pour couvrir des risques généraux.
Le montant de la provision doit être ensuite adapté en fonction de l'évolution du montant prévisible de la perte.

1. PROVISIONS NON COURANTES

En milliers d'euros	Provisions pour garantie	Provisions pour litiges	Provisions pour risques et divers	Total 2021
Au 1er janvier 2021	2 371	541	381	3 293
Dotations	126	434	245	805
Reprises utilisées	-	-321	-139	-460
Reprises non utilisées	-	-	-	-
Incidence des variations de change	7	-	-	7
Variation de périmètre	2 209	268	363	2 840
Autres mouvements	-	-	-	-
Au 31 décembre 2021	**4 713**	**922**	**850**	**6 486**
				Total 2020
Au 1er janvier 2020	2 474	748	354	3 577
Dotations	-	226	14	240
Reprises utilisées	-98	-406	-73	-577
Reprises non utilisées	-	-8	88	80
Incidence des variations de change	-11	-	-2	-13
Variation de périmètre	-	-	-	-
Autres mouvements	6	-19	-	-13
Au 31 décembre 2020	**2 371**	**541**	**381**	**3 293**

2. PROVISIONS COURANTES

En milliers d'euros	Provisions pour garantie	Provisions pour litiges	Provisions pour risques et divers	Total 2021
Au 1er janvier 2021	1 611	896	92	2 598
Dotations	-	51	6	57
Reprises utilisées	-682	-129	-20	-831
Reprises non utilisées	-	-122	-	-122
Incidence des variations de change	-	-	-	-
Variation de périmètre	-	-173	1	-172
Autres mouvements	-	-	-	-
Au 31 décembre 2021	**929**	**523**	**79**	**1 532**
				Total 2020
Au 1er janvier 2020	2 265	626	183	3 074
Dotations	-660	487	2	-171
Reprises utilisées	-	-197	-	-197
Reprises non utilisées	-	-39	-93	-132
Incidence des variations de change	-	-	-	-
Variation de périmètre	-	-	-	-
Autres mouvements	6	19	-	25
Au 31 décembre 2020	**1 611**	**896**	**92**	**2 598**

NOTE 9 – ÉLÉMENTS LIÉS AU PERSONNEL

1. EFFECTIF

L'effectif au 31 décembre 2021 est de 4580 salariés (incluant 100 % des effectifs des entités intégrées proportionnellement ou achetées en cours d'année), contre 3775 au 31 décembre 2020.

2. AVANTAGES AU PERSONNEL

Concernant les engagements en matière de retraite, le Groupe, se conformant à la réglementation et aux usages en vigueur dans chaque pays, participe à des régimes de retraite ou accorde des indemnités et avantages au départ des salariés. Un recensement de ces avantages accordés a été réalisé.

Dans quelques cas limités où ces dépenses ne peuvent être considérées comme rémunérant des services futurs, l'engagement à court terme qui en résulte est provisionné dans les comptes de l'exercice, dès que l'obligation à l'égard du salarié est probable ou certaine.

Les cotisations versées au titre des régimes qui sont analysés comme des régimes à cotisations définies, c'est-à-dire lorsque le Groupe n'a pas d'autre obligation que le paiement de cotisations, sont comptabilisées en charges de l'exercice.

Pour les régimes à prestations définies concernant les avantages postérieurs à l'emploi, les coûts des prestations sont estimés en utilisant la méthode des unités de crédit projetées.

Selon cette méthode, les droits à prestation sont affectés aux périodes de service en fonction de la formule d'acquisition des droits du régime, en prenant en compte un effet de linéarisation lorsque le rythme d'acquisition des droits n'est pas uniforme au cours des périodes de service ultérieures.

Les montants des paiements futurs correspondant aux avantages accordés aux salariés sont évalués sur la base d'hypothèses d'évolution des salaires, d'âge de départ, de mortalité, puis ramenés à leur valeur actuelle sur la base des taux d'intérêt des obligations à long terme des émetteurs de première catégorie.

Ces régimes sont soit financés, leurs actifs étant alors gérés séparément et indépendamment de ceux du Groupe, soit non financés, leurs engagements faisant l'objet d'une dette sous la rubrique « Engagements envers le personnel ».

Les différents régimes à prestations définies sont les suivants :

- les régimes d'Indemnités de Fin de Carrière (IFC) pour l'ensemble des sociétés françaises en application des conventions collectives en vigueur,

- les autres régimes de retraite à prestations définies.

L'intégralité des écarts actuariels nets d'impôts différés est reconnue immédiatement en résultat. Les écarts actuariels liés aux éléments financiers (notamment changements de taux d'actualisation, taux de rendement…) sont comptabilisés en résultat financier.
Le coût des services passés, résultant de la modification ou de la réduction d'un régime existant, est comptabilisé immédiatement en charges.
Les charges relatives à ce type de régime sont comptabilisées en charges de personnel et, concernant la charge de désactualisation, en charges financières.
La provision comptabilisée au bilan correspond à la valeur actualisée des engagements ainsi évalués, déduction faite de la juste valeur des actifs des régimes.
Les médailles du travail sont qualifiées comme étant des avantages à long terme octroyés aux salariés et sont provisionnées sur la base d'une évaluation actuarielle à chaque clôture.

En milliers d'euros	31/12/21	31/12/20
Dettes de retraite et engagements assimilés	12 383	10 906
Actifs de retraite (fonds)	-	-
Engagement Net	**12 383**	**10 906**

3. RÉMUNÉRATIONS BRUTES ALLOUÉES AUX MEMBRES DU CONSEIL D'ADMINISTRATION

Les rémunérations brutes allouées aux membres du Conseil d'Administration s'élèvent à 299 K€ pour l'année 2021, contre 269 K€ pour l'année 2020.

NOTE 10 – IMPÔTS COURANTS ET DIFFÉRÉS

1. IMPÔTS COURANTS

Des conventions d'intégrations fiscales existent au niveau des sous-groupes français.

2. IMPÔTS DIFFÉRÉS

Les actifs et passifs d'impôt différé sont évalués aux taux d'impôt dont l'application est attendue sur l'exercice au cours duquel l'actif sera réalisé ou le passif réglé, sur la base des taux d'impôt (et des réglementations fiscales) qui ont été adoptés ou quasi adoptés à la date de clôture.

Les impôts différés sont constatés sur les différences temporaires entre les valeurs comptables des actifs et des passifs et leurs valeurs établies selon les règles fiscales et sur les retraitements réalisés en consolidation dans le cadre de la mise en conformité avec les normes comptables du Groupe (conception étendue du calcul des impôts différés).
Les actifs d'impôt différé ne sont pris en compte que si leur recouvrement est probable, c'est-à-dire que leur récupération ne dépend pas des résultats futurs ou qu'il est probable que l'entreprise pourra les récupérer grâce à l'existence d'un bénéfice imposable attendu au cours de cette période.
Les impôts différés relatifs aux déficits fiscaux des sociétés sont reconnus lorsque les conditions suivantes sont remplies :

- l'entité dispose de différences temporelles taxables suffisantes auprès de la même autorité fiscale et la même entité imposable, qui engendreront des montants imposables sur lesquels les pertes fiscales et crédits d'impôt non utilisés pourront s'imputer avant qu'ils n'expirent,

- il est probable que l'entité dégagera des bénéfices imposables avant que les pertes fiscales ou les crédits d'impôt non utilisés n'expirent,

- les pertes fiscales non utilisées résultent de causes identifiables qui ne se reproduiront vraisemblablement pas,

- les opportunités liées à la gestion fiscale de l'entité généreront un bénéfice imposable pendant l'exercice au cours duquel les pertes fiscales ou les crédits d'impôt non utilisés pourront être imputés.

S'il n'est pas probable que l'entité disposera d'un bénéfice imposable sur lequel elle pourra imputer les pertes fiscales ou les crédits d'impôt non utilisés, l'actif d'impôt différé n'est pas comptabilisé.

La charge d'impôt sur les sociétés se décompose comme suit :

En milliers d'euros	31/12/21	31/12/20
Impôts courants	-19 985	-9 502
Impôts différés	1 171	131
Impôts sur les bénéfices	**-18 814**	**-9 371**

Voici une analyse par nature des impôts différés :

En milliers d'euros	31/12/21	31/12/20	Impact Compte de résultat 2021
IDA net sur marges internes	5 013	4 998	-235
IDA liés aux retraites	2 599	2 358	-181
IDA liés aux méthodes de provisions	250	521	19
IDA liés aux dettes fiscales et sociales	2 097	1 328	508
IDA liés aux justes valeurs	922	957	-10
IDP liés à la relation clients	-16 486	-8 008	665
IDP liés aux justes valeurs des immobilisations	-2 921	-928	130
IDP liés aux crédits-bails	-1 147	-1 424	-250
IDP liés aux différences sur les amortissements	-2 769	-2 457	355
IDP liés à l'activation des frais de développement	-175	-167	-38
Divers	1 079	1 001	209
TOTAL	**-11 539**	**-1 821**	**1 171**
Impôts différés actifs	9 703	9 458	-
Impôts différés passifs	-21 242	-11 279	-
Net Impôts différés	-11 539	-1 821	-

NOTE 11 – ENGAGEMENTS HORS BILAN

Les engagements du Groupe se décomposent comme suit :

En milliers d'euros	31/12/21	31/12/20
Loyers restant à payer sur locations simples	11 174	13 154
Autres engagements donnés	54	218
Engagements donnés	**11 228**	**13 372**
Garanties d'actifs et de passifs	2 185	12 870
Lignes de crédit non utilisées	281 899	141 633
Engagements reçus	**284 084**	**154 503**
Options d'achats d'actifs	69 957	24 432
Engagements réciproques	**69 957**	**24 432**

Les options d'achat d'actifs comprennent 34,5 M€ d'obligation de rachats de titres de minoritaires, qui surviendront entre 2022 et 2027. Par ailleurs, depuis 2016, Edify a émis 510 525 parts bénéficiaires pour un montant nominal total de 5 504 465,28 €.

La Société a pris un engagement de rachat et bénéficie d'une option de rachat en vue d'acquérir la propriété de ces parts bénéficiaires. Selon l'évaluation au 31 décembre 2021, ce rachat impacterait ses fonds propres à hauteur de 11,7 M€.

NOTE 12 – PARTICIPATIONS DANS LES ENTREPRISES ASSOCIÉES ET INFORMATIONS RELATIVES AUX PARTIES LIÉES

1. PARTICIPATIONS DANS LES ENTREPRISES ASSOCIÉES

Les participations dans les entreprises associées regroupent les sociétés consolidées par mise en équivalence qui, au 31 décembre 2021, sont principalement composées de Siparex Associés (5,7 M€) souscrit sur l'exercice 2021 et d'Aceper SL (2,0 M€). L'acquisition de la majorité des titres de Ligier a entrainé la sortie des titres mis en équivalence pour leur quote-part de 14,8 M€ à l'ouverture.

En milliers d'euros	31/12/21	31/12/20
Quote-part de capitaux propres à l'ouverture	16 307	14 323
Variation de périmètre	-8 941	-
Quote-part de résultat de la période	704	2 042
Dividendes versés	-25	-50
Autres mouvements	7	-8
Quote-part de capitaux propres à la clôture	**8 052**	**16 307**

2. INFORMATIONS RELATIVES AUX PARTIES LIÉES

Une partie liée est une personne ou une entité qui est liée à l'entité qui établit ses états financiers. Les parties liées sont :

- la société mère,
- les filiales,
- les entreprises associées,
- les coentreprises,
- les membres du Conseil d'Administration.

Transactions avec les parties liées

En dehors des transactions entre Edify et ses filiales, qui se trouvent retraitées dans le cadre des comptes consolidés, et des rémunérations brutes allouées aux membres du Conseil d'Administration (cf. Note 9.3), deux administrateurs d'Edify ont perçu des rémunérations de prestations de service pour un total de 135 K€.

NOTE 13 – HONORAIRES

Les honoraires perçus par le principal réviseur légal s'élèvent à 336 k€, dont 333 k€ au titre des prestations d'audit des comptes de l'exercice 2021.

En milliers d'euros	31/12/21	31/12/20
Total des honoraires directement liés à la certification des comptes du Groupe Edify	333	356
Edify S.A.	*111*	*97*
Filiales intégrées globalement	*222*	*259*
Autres prestations rendues par les réseaux aux filiales intégrées globalement (juridique, fiscal, social)	3	3
TOTAL	**336**	**359**

NOTE 14 – ÉTATS FINANCIERS AU FORMAT DE LA LOI LUXEMBOURGEOISE

Les états financiers ci-dessous retiennent une présentation conforme à l'amendement de la Loi du 10 août 1915 voté le 19 décembre 2015 et entré en vigueur au 1er janvier 2016.

COMPTE DE RÉSULTAT CONSOLIDÉ

En milliers d'euros	2021	2020	Correspondance avec les comptes présentés
1. Chiffre d'affaires net	**819 301**	**558 436**	Chiffre d'affaires
2. Variations du stock de produits finis et en cours de fabrication	**37 309**	**-2 065**	Achats consommés
3. Travaux effectués par l'entreprise pour elle-même et portés à l'actif	**-**	**-**	
4. Autres produits d'exploitation	**12 676**	**13 648**	Autres produits de l'activité
5. a) Consommation de marchandises et de matières premières et consommables	**-450 500**	**-261 197**	Achats consommés
5. b) Autres charges externes	**-16 789**	**-6 839**	Achats consommés
6. Frais de personnel	**-206 568**	**-169 113**	Charges de personnel
a. salaires et traitements	*-157 146*	*-127 337*	
b. charges sociales couvrant les salaires et traitements	*-45 926*	*-38 882*	
c. pensions complémentaires	*-1 513*	*-963*	
d. autres frais de personnel	*-1 982*	*-1 931*	
7. Corrections de valeur	**-43 712**	**-33 630**	
a. sur des frais d'établissement et sur immobilisations corporelles et incorporelles	*-26 274*	*-22 651*	Dotations aux amortissements
b. sur provisions courantes	*49*	*62*	Dotations aux provisions courantes
c. sur provisions non courantes	*-208*	*-40*	Autres produits et charges opérationnels non courants
d. sur écarts d'acquisition	*-12 989*	*-8 353*	Dépréciation des écarts d'acquisition + earn out
e. sur actifs incorporels alloués	*-3 162*	*-2 986*	Dotations aux amortissements des actifs incorporels alloués
f. sur stocks	*-670*	*343*	Achats consommés
g. sur éléments de l'actif circulant	*-458*	*-5*	Charges externes
8. Autres charges d'exploitation	**-78 866**	**-75 712**	Charges externes + Autres produits et charges opérationnels non courants
RÉSULTAT OPÉRATIONNEL	**72 852**	**23 527**	**RÉSULTAT OPÉRATIONNEL**
9. Produits provenant de participations	**-24 886**	**-7 924**	Autres produits et charges financiers
10. Produits des éléments financiers de l'actif circulant	**2 312**	**5 273**	Autres produits et charges financiers
11. Autres intérêts et produits assimilés	**76**	**945**	Produits financiers liés au placement
12. Corrections de valeur sur immobilisations financières et sur valeurs mobilières faisant partie de l'actif circulant	-	-	
13. Intérêts et charges assimilés	**27 654**	**-4 863**	
a. concernant des entreprises liées	*37 305*	*8 176*	Autres produits et charges financiers
b. charges financières liées à l'endettement	*-8 819*	*-5 536*	Charges financières liées à l'endettement
c. autres intérêts et charges	*-832*	*-7 502*	Autres produits et charges financiers
RÉSULTAT FINANCIER	**5 156**	**-6 568**	**RÉSULTAT FINANCIER**
14. Impôts sur le résultat	**-18 814**	**-9 371**	Impôts sur les bénéfices
15. Part dans les résultats des sociétés mises en équivalence	**704**	**2 042**	Quote-part de résultat des entreprises associées
16. Résultat après impôts sur le résultat	**59 899**	**9 630**	
17. Autres impôts	-	-	
18. Résultat de l'exercice	**59 899**	**9 630**	**RÉSULTAT NET DE L'ENSEMBLE CONSOLIDÉ**

ACTIF

En milliers d'euros	31/12/21 Net	31/12/20 Net	Correspondance avec les comptes présentés
A. Actif immobilisé	**309 513**	**234 221**	
I. Immobilisations incorporelles	**81 241**	**42 107**	Immobilisations incorporelles nettes
1. Frais de Recherche et Développement	2 725	1 236	
2. Concessions, brevets, licences, marques ainsi que droits et valeurs similaires	50 048	14 008	
3. Fonds de commerce, dans la mesure où il a été acquis à titre onéreux	23 857	25 945	
4. Acomptes versés et immobilisations incorporelles en cours	4 611	918	
II. Écart d'acquisition	**45 231**	**11 634**	Écarts d'acquisition
III. Immobilisations corporelles	**167 377**	**142 343**	Immobilisations corporelles nettes
1. Terrains et constructions	88 020	80 541	
2. Installations techniques et machines	52 510	45 374	
3. Autres installations, outillages et mobiliers	7 761	6 838	
4. Acomptes versés et immobilisations corporelles en cours	19 085	9 590	
IV. Immobilisations financières	**15 664**	**38 137**	
1. Parts dans les entreprises liées	8 052	16 307	Participations dans les entreprises associées
2. Participations et titres ayant le caractère d'immobilisations	3 508	11 162	Actifs financiers courants et non courants
3. Autres Prêts	4 111	10 669	Actifs financiers courants et non courants
V. Impôts différés actifs	**9 703**	**9 458**	Impôts différés actifs
B. Actif circulant	**569 199**	**532 260**	
I. Stocks	**226 168**	**160 359**	Stocks
1. Matières premières et consommables	82 748	47 742	
2. Produits finis et marchandises	143 421	112 616	
II. Créances	**156 608**	**108 864**	
1. Créances résultant de ventes et prestations de services	123 827	88 600	Clients
2. Créances sur des entreprises liées	-	13	Autres créances
3. Créances envers le personnel	-	-	Engagements envers le personnel
4. Autres créances	32 781	20 251	Autres créances + Actif d'impôt exigible
III. Valeurs mobilières	**9 757**	**9 558**	
1. Parts dans les entreprises liées et dans les entreprises avec lesquelles la société a un lien de participation	-	-	
2. Actions propres ou parts propres	9 757	9 558	Actifs financiers
3. Autres valeurs mobilières	-	-	
IV. Avoirs en banques, avoirs en ccp, chèques et en caisse	**176 665**	**253 479**	Trésorerie et équivalents de trésorerie
C. Comptes de régularisation	**4 893**	**3 261**	**Autres créances**
TOTAL DU BILAN ACTIF	**893 314**	**779 200**	

PASSIF

En milliers d'euros	31/12/21 Net	31/12/20 Net	Correspondance avec les comptes présentés
A. Capitaux propres	**395 405**	**326 846**	
I. Capital souscrit	**4 860**	**4 860**	Capital
II. Primes d'émissions et primes assimilées	**243 053**	**242 803**	Prime
III. Réserves de réévaluations	**-**	**-**	
IV. Réserves	**60 050**	**48 101**	Autres réserves
V. Résultats reportés	**-**	**-**	
VI. Résultat de l'exercice (Part Groupe)	**57 031**	**9 032**	Résultat de la période
Intérêts minoritaires	**30 410**	**22 051**	Participations ne donnant pas le contrôle
B. Provisions	**20 401**	**16 797**	
1. Provisions pour pension et obligations similaires	12 383	10 906	Engagements envers le personnel
2. Autres provisions	8 017	5 891	Provisions non courantes et courantes
C. Impôts différés passifs	**21 242**	**11 279**	**Impôts différés passifs**
D. Dettes non subordonnées	**451 565**	**421 519**	
1. Emprunts obligataires envers des entreprises avec lesquelles la société a un lien de participation	-	-	
2. Dettes financières envers des établissements de crédit et divers	290 809	333 883	
a. dont la durée résiduelle est inférieure ou égale à 1 an	*61 758*	*185 704*	Autres passifs financiers courants
b. dont la durée résiduelle est supérieure à 1 an	*229 052*	*148 180*	Autres passifs financiers non courants
3. Acomptes reçus sur commandes	-	-	
4. Dettes sur achats et prestations de services	91 002	48 513	Fournissseurs
a. dont la durée résiduelle est inférieure ou égale à 1 an	*91 002*	*48 513*	
b. dont la durée résiduelle est supérieure à 1 an	-	-	
5. Dettes sur immobilisations	2 433	2 168	Autres dettes courantes
6. Dettes représentées par des effets de commerce	-	-	
7. Dettes envers les entreprises liées	-14	12	
a. dont la durée résiduelle est inférieure ou égale à 1 an	*-14*	*12*	Autres dettes courantes
b. dont la durée résiduelle est supérieure à 1 an	-	-	
8. Dettes envers des entreprises avec lesquelles la société a un lien de participation	-	-	
9. Dettes fiscales et sociales	51 378	35 650	
a. dont la durée résiduelle est inférieure ou égale à 1 an	*51 378*	*35 650*	Autres dettes courantes
b. dont la durée résiduelle est supérieure à 1 an	-	-	
10. Autres dettes	15 958	1 293	
a. dont la durée résiduelle est inférieure ou égale à 1 an	*1 445*	*990*	Autres dettes courantes + Dettes d'impôts
b. dont la durée résiduelle est supérieure à 1 an	*14 513*	*303*	Autres dettes non courantes
E. Comptes de régularisation	**4 701**	**2 758**	
TOTAL DU BILAN PASSIF	**893 314**	**779 200**	

Rapport du réviseur d'entreprises agréé

Rapport du réviseur d'entreprises agréé

Aux actionnaires de
Edify S.A.
22, rue de l'Industrie
8399 Windhof – Luxembourg

Rapport sur l'audit des états financiers consolidés

OPINION

Nous avons effectué l'audit des états financiers consolidés de Edify S.A. et de ses filiales (le "Groupe") comprenant le bilan consolidé au 31 décembre 2021 ainsi que le compte de profits et pertes consolidé pour l'exercice clos à cette date, et les notes aux états financiers consolidés, incluant un résumé des principales méthodes comptables.
À notre avis, les états financiers consolidés ci-joints donnent une image fidèle de la situation financière consolidée du Groupe au 31 décembre 2021, ainsi que des résultats consolidés pour l'exercice clos à cette date, conformément aux obligations légales et réglementaires relatives à l'établissement et à la présentation des états financiers consolidés en vigueur au Luxembourg.

FONDEMENT DE L'OPINION

Nous avons effectué notre audit en conformité avec la loi du 23 juillet 2016 relative à la profession de l'audit (la « loi du 23 juillet 2016 ») et les normes internationales d'audit (« ISAs ») telles qu'adoptées pour le Luxembourg par la Commission de Surveillance du Secteur Financier (« CSSF »). Les responsabilités qui nous incombent en vertu de la loi du 23 juillet 2016 et des normes ISAs telles qu'adoptées pour le Luxembourg par la CSSF sont plus amplement décrites dans la section « Responsabilités du réviseur d'entreprises agréé pour l'audit des états financiers consolidés » du présent rapport. Nous sommes également indépendants du Groupe conformément au code international de déontologie des professionnels comptables, y compris les normes internationales d'indépendance, publié par le Comité des normes internationales d'éthique pour les comptables (le « Code de l'IESBA ») tel qu'adopté pour le Luxembourg par la CSSF ainsi qu'aux règles de déontologie qui s'appliquent à l'audit des états financiers consolidés et nous nous sommes acquittés des autres responsabilités éthiques qui nous incombent selon ces règles. Nous estimons que les éléments probants que nous avons recueillis sont suffisants et appropriés pour fonder notre opinion d'audit.

AUTRES INFORMATIONS

La responsabilité des autres informations incombe au Conseil d'Administration. Les autres informations se composent des informations contenues dans le rapport de gestion consolidé mais ne comprennent pas les états financiers consolidés et notre rapport de réviseur d'entreprises agréé sur ces états financiers consolidés.
Notre opinion sur les états financiers consolidés ne s'étend pas aux autres informations et nous n'exprimons aucune forme d'assurance sur ces informations.
En ce qui concerne notre audit des états financiers consolidés, notre responsabilité consiste à lire les autres informations et, ce faisant, à apprécier s'il existe une incohérence significative entre celles-ci et les états financiers consolidés ou la connaissance que nous avons acquise au cours de l'audit, ou encore si les autres informations semblent autrement comporter une anomalie significative. Si, à la lumière des travaux que nous avons effectués, nous concluons à la présence d'une anomalie significative dans les autres informations, nous sommes tenus de signaler ce fait. Nous n'avons rien à signaler à cet égard.

RESPONSABILITÉS DU CONSEIL D'ADMINISTRATION ET DES RESPONSABLES DU GOUVERNEMENT D'ENTREPRISE POUR LES ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS

Le Conseil d'Administration est responsable de l'établissement et de la présentation fidèle des états financiers consolidés conformément aux obligations légales et réglementaires relatives à l'établissement et la présentation des états financiers consolidés en vigueur au Luxembourg, ainsi que du contrôle interne qu'il considère comme nécessaire pour permettre l'établissement d'états financiers consolidés ne comportant pas d'anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs.
Lors de l'établissement des états financiers consolidés, c'est au Conseil d'Administration qu'il incombe d'évaluer la capacité du Groupe à poursuivre son exploitation, de communiquer, le cas échéant, les questions relatives à la continuité d'exploitation et d'appliquer le principe comptable de continuité d'exploitation, sauf si le Conseil d'Administration a l'intention de liquider le Groupe ou de cesser son activité ou si aucune autre solution réaliste ne s'offre à lui.

RESPONSABILITÉS DU RÉVISEUR D'ENTREPRISES AGRÉÉ POUR L'AUDIT DES ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS

Nos objectifs sont d'obtenir l'assurance raisonnable que les états financiers consolidés pris dans leur ensemble ne comportent pas d'anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs, et de délivrer un rapport du réviseur d'entreprises agréé contenant notre opinion. L'assurance raisonnable correspond à un niveau élevé d'assurance, qui ne garantit toutefois pas qu'un audit réalisé conformément à la loi du 23 juillet 2016 et aux ISA telles qu'adoptées pour le Luxembourg par la CSSF permettra toujours de détecter toute anomalie significative qui pourrait exister. Les anomalies peuvent provenir de fraudes ou résulter d'erreurs et elles sont considérées comme significatives lorsqu'il est raisonnable de s'attendre à ce que, individuellement ou collectivement, elles puissent influer sur les décisions économiques que les utilisateurs des états financiers consolidés prennent en se fondant sur ceux-ci.
Dans le cadre d'un audit réalisé conformément à la loi du 23 juillet 2016 et aux ISA telles qu'adoptées pour le Luxembourg par la CSSF, nous exerçons notre jugement professionnel et faisons preuve d'esprit critique tout au long de cet audit. En outre :

- Nous identifions et évaluons les risques que les états financiers consolidés comportent des anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs, concevons et mettons en œuvre des procédures d'audit en réponse à ces risques, et réunissons des éléments probants suffisants et appropriés pour fonder notre opinion. Le risque de non-détection d'une anomalie significative résultant d'une fraude est plus élevé que celui d'une anomalie significative résultant d'une erreur, car la fraude peut impliquer la collusion, la falsification, les omissions volontaires, les fausses déclarations ou le contournement du contrôle interne ;

- Nous acquérons une compréhension des éléments du contrôle interne pertinents pour l'audit afin de concevoir des procédures d'audit appropriées aux circonstances et non dans le but d'exprimer une opinion sur l'efficacité du contrôle interne du Groupe ;

- Nous apprécions le caractère approprié des méthodes comptables retenues et le caractère raisonnable des estimations comptables faites par le Conseil d'Administration, de même que les informations afférentes fournies par ce dernier ;

- Nous tirons une conclusion quant au caractère approprié de l'utilisation par le Conseil d'Administration du principe comptable de continuité d'exploitation et, selon les éléments probants obtenus, quant à l'existence ou non d'une incertitude significative liée à des événements ou situations susceptibles de jeter un doute important sur la capacité du Groupe à poursuivre son exploitation. Si nous concluons à l'existence d'une incertitude significative, nous sommes tenus d'attirer l'attention des lecteurs de notre rapport sur les informations fournies dans les états financiers consolidés au sujet de cette incertitude ou, si ces informations ne sont pas adéquates, d'exprimer une opinion modifiée. Nos conclusions s'appuient sur les éléments probants obtenus jusqu'à la date de notre rapport. Cependant, des événements ou situations futurs pourraient amener le Groupe à cesser son exploitation ;

- Nous évaluons la présentation d'ensemble, la forme et le contenu des états financiers consolidés, y compris les informations fournies dans les notes, et apprécions si les états financiers consolidés représentent les opérations et événements sous-jacents d'une manière propre à donner une image fidèle ;

- Nous obtenons des éléments probants suffisants et appropriés concernant l'information financière des entités et activités du Groupe pour exprimer une opinion sur les états financiers consolidés. Nous sommes responsables de la direction, de la supervision et de la réalisation de l'audit du Groupe, et assumons l'entière responsabilité de notre opinion d'audit.

Nous communiquons aux responsables du gouvernement d'entreprise notamment l'étendue et le calendrier prévu des travaux d'audit et nos constatations importantes, y compris toute déficience importante du contrôle interne que nous aurions relevée au cours de notre audit.

RAPPORT SUR D'AUTRES OBLIGATIONS LÉGALES ET RÉGLEMENTAIRES

Le rapport de gestion consolidé est en concordance avec les états financiers consolidés et a été établi conformément aux exigences légales applicables.

Ernst & Young
Société anonyme
Cabinet de révision agréé

Gabriel de Maigret

Luxembourg, le 4 mai 2022

Edify mai 2022

Réalisation : Explorations

Photos :
P.2 et P.3 - Philippe Lévy

EDIFY
Investment Partner

EDIFY S.A.
Société anonyme

Siège Social
22, rue de l'Industrie
8399 Windhof
Luxembourg
R.C.S. Luxembourg B 190 500
Tél. : +352 24 83 16 20

Succursale du Grand-Saconnex
29, route de l'Aéroport
CP 230
1215 Genève 15
Suisse
Tél. : +41 22 710 05 27

www.edify-investmentpartner.com
contact@edify-investmentpartner.com